

ASS/GF/II/MG

2024-059

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 28 MAI 2024**

<b>OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 22 mai 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit mai à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Sylvie DANRÉ, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN, Mme Sophie BIRKENNER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Gérard FORCADA, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie DANRÉ à M. Michel MASUYER, M. Jean-Paul PUJOL à Mme Valérie FERRET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Christine BÉNET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240528-2024-059-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/05/2024  
Publication : 30/05/2024

Pour le Maire



## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 27 MARS 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept mars à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

### Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

### Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, Mme Ginette BARRAU-FERRET

### Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Freddy NOLOT à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Ginette BARRAU-FERRET à M. Jean-Paul PUJOL

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

## **ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU 27 MARS 2024**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 février 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

### **Ressources humaines**

3. Indemnisation des congés annuels non pris
4. Création d'un emploi de direction de cabinet
5. Actualisation du tableau des effectifs

### **Finances**

6. Compte de gestion 2023 Budget principal – Annexe
7. Compte administratif 2023 Budget principal – Annexe
8. Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2023 sur le Budget principal
9. Compte de gestion 2023 Budget annexe Eau potable – Annexe
10. Compte administratif 2023 Budget annexe Eau potable – Annexe
11. Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2023 sur le Budget annexe Eau potable
12. Compte de gestion 2023 Budget annexe Assainissement – Annexe
13. Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement – Annexe
14. Affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2023 sur le Budget annexe Assainissement
15. Consolidation des comptes administratifs 2023 Budget principal et budgets annexes
16. Débat d'orientation budgétaire 2023 – Annexe
17. Acomptes de subventions aux associations sur le budget 2024
18. Fixation des durées d'amortissement des biens – Annexe
19. Affectation annuelle des véhicules par utilité de service mise à jour au 1er janvier 2024 – Annexe
20. Modification du plan de financement des travaux du Cours de la République – Phase 1 – Réseaux

### **Politique de la ville**

21. Approbation du contrat de ville 2024-2030 – Annexe

### **Économie et commerce de proximité**

22. Modification de la composition de la Commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République – Annexe

### **Questions diverses**

## **NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

**DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESOBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 FÉVRIERRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA**Voir le dossier envoyé****DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICESTHÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-09	06/02/2024	Convention d'honoraires entre la commune de Lézignan-Corbières et le cabinet de Me Jean-Marc FÉVRIER, sis 76, avenue du Général Leclerc 11 100 Narbonne, relative au conseil et à l'accompagnement juridiques pour la gestion actuelle du camping municipal "La Pinède" pour un montant de 1 840,00 euros HT (2 208,00 TTC) représentant 8 heures au taux horaires de 230,00 euros pour la période du 1er décembre 2023 au 31 janvier 2024.
2024-10	07/02/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal public à titre précaire entre la Commune et Mme Isabelle DURIS : maison individuelle située à Gaujac, sur la parcelle cadastrée n° 217 de la section E, à titre précaire et gracieux à partir du 9 février 2024 et pour une durée d'un mois.
2024-11	16/02/2024	Convention d'honoraires avec la société d'avocats GOUTAL, ALIBERT et ASSOCIÉS, sise 90 avenue Ledru-Rollin à Paris – Prestation relative à des conseils de nature juridique envers la commune dans le cadre des travaux du Cours de la République. Cette convention représente 5,45 heures de travail à un taux horaire de 150 euros HT. Le montant facturé sera de 862,50 euros HT (1035,00 euros TTC).

2024-12	17/02/2024	Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bien meublé appartenant au domaine privé de la Commune de Lézignan-Corbières, cadastré sous le n° 138 de la section AD et situé 6 rue du Château, à titre précaire et gracieux, à compter du 17 février 2024 et pour une durée d'un mois.
2024-13	20/02/2024	Avenant à la convention de mise à disposition à titre gracieux, d'un local communal situé rue Anatole France et cadastré numéro 44 de la section AN, entre la Commune de Lézignan-Corbières et l'Association Corbières Racing Team, du 20 février au 30 septembre 2024, pour des raisons de modification du nom de l'association.
2024-14	21/02/2024	Bail de location à titre gracieux entre la Commune de Lézignan-Corbières et l'aéroclub de Narbonne, représentée par M. Jean-Paul SZABASON, son président, d'une place de parking dans le hangar n° 2 de l'aérodrome pour y stationner un motoplaneur de type SF25, à partir du 1er mars 2024 et pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à défaut d'être dénoncé, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée un mois avant la date d'échéance.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : INDEMNISATION DES CONGÉS ANNUELS NON PRIS

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le Décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, et notamment son article 5,

Vu la Directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail,

Le décret du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ne permet pas, pour des congés non pris, de verser une indemnité compensatrice.

Néanmoins, la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne et le juge administratif français affirment que, lors d'une cessation de la relation de travail (retraite, décès, mutation...), les congés annuels non pris en raison d'arrêts pour maladie, doivent désormais être indemnisés.

Ainsi, les congés annuels non pris avant la fin de la relation de travail du fait de la maladie peuvent faire l'objet d'une indemnisation (Cour administration d'appel de Bordeaux 13 juillet 2017 n°14BX03684), dans les limites suivantes :

- l'indemnisation maximale est fixée à 20 jours maximum par année civile pour 5 jours de travail par semaine.
- l'indemnisation se fait selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés.

L'indemnisation doit être calculée en référence à la rémunération que l'agent aurait normalement perçue s'il avait réellement bénéficié de ses congés annuels.

Les agents qui n'ont pas pu prendre tous leurs congés avant la cessation de la relation de travail, pour des motifs indépendants de leur volonté et tirés de l'intérêt du service, ont également droit au paiement de ces congés (Cour administrative d'appel de Marseille, 6 juin 2017, n°15MA02573).

Enfin, le juge européen reconnaît, pour les congés annuels non pris en raison du décès de l'agent, une indemnisation en faveur de ses ayants droit (Cour de justice de l'Union européenne, 6 novembre 2018, affaires jointes C 569/16 et C 570/16).

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'autoriser** l'indemnisation des congés annuels non pris lors de cessation de la relation de travail en raison de la maladie, de motifs tirés de l'intérêt du service ou du décès de l'agent.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'UN EMPLOI DE DIRECTION DE CABINET

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 333-1 à L. 333-11,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant la strate démographique de la ville de Lézignan-Corbières,

Considérant le besoin de disposer d'un collaborateur de cabinet pour assister l'autorité territoriale dans la conduite des projets de la collectivité,

La municipalité souhaite procéder au recrutement d'un collaborateur de cabinet dont l'ouverture d'un poste est possible compte tenu de la strate démographique de la Ville.

L'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un maire est fixé à une personne lorsque la population de la commune est inférieure à 20 000 habitants. A la date du 01/01/2023, la strate démographique de la Ville de Lézignan-Corbières est de 11 338 habitants.

L'emploi de collaborateur de cabinet est régi par le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales. L'article 2 de ce décret dispose

que « la qualité de collaborateur de cabinet d'une autorité territoriale est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant de la loi du 26 janvier 1984 [...] ».

La nomination d'un agent contractuel sur un emploi de collaborateur de cabinet ne lui donne aucun droit à titularisation au sein d'un grade de la fonction publique territoriale. Les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui l'a recruté.

Le collaborateur de cabinet sera recruté par l'exécutif territorial. Il exercera des fonctions politiques liées au mandat de l'élu local et il lui appartiendra notamment de conseiller l'élu.

Le recrutement du collaborateur de cabinet s'effectuera dans le respect des conditions fixées par la réglementation existante et modifie le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent recruté par voie contractuelle sur un emploi non permanent.

Le recrutement d'un collaborateur de cabinet implique d'inscrire au budget chapitre 012 – charges de personnel, les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire l'engagement d'un collaborateur de cabinet.

Conformément à l'article 7 du décret n°87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon suivante :

-D'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupée par le fonctionnaire en activité ce jour (ou l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité),

-D'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

En cas de vacances dans l'emploi fonctionnel ou dans le grade retenu, à savoir actuellement le grade de directeur général des services catégorie A, le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Par ailleurs, l'article 6 II du décret n°2022-250 du 25 février 2022 autorise l'autorité territoriale à attribuer, par nécessité absolue de service, un véhicule à un seul emploi de collaborateur de cabinet du maire.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

**1/ D'autoriser** le recrutement d'un collaborateur de cabinet aux conditions fixées par la réglementation existante et de modifier le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent contractuel.

**2/ D'inscrire** au budget chapitre 012, les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire l'engagement d'un directeur de cabinet, conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité.

Il convient d'en délibérer



## **DOSSIER N° 5**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024**

**PÔLE : RESSOURCES**

**THÈME : RESSOURCES HUMAINES**

**RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA**

**OBJET : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les articles L. 2313-1 et R. 2313-3 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 313-1 et L. 313-8 du Code général de la fonction publique,

Vu la délibération n° 2024- 018 du 20 février 2024 portant actualisation du tableau des effectifs ;

Vu la délibération n° 2024-... du ... mars 2024 portant création d'un emploi de directeur de cabinet,

Considérant que la mise à jour du tableau des effectifs permet de tenir compte des mouvements de personnels titulaires et non titulaires sur tout type de postes, nécessaires au fonctionnement des services,

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs à la suite d'une création d'emploi,

Considérant que les crédits correspondants sont prévus au budget,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Le Conseil municipal adopte tout au long de l'année des délibérations de création, modification ou suppression d'emplois qui modifient le tableau des effectifs des emplois permanents. Dans ces conditions, et pour des raisons de transparence et de saine gestion budgétaire, il est nécessaire que la commune dispose d'un tableau reprenant l'ensemble des emplois permanents de la collectivité.

Il est proposé à l'assemblée de procéder à l'adoption du tableau des effectifs de la commune selon les informations suivantes :

ETAT DU PERSONNEL AU 01/04/2024				
GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS NON COMPLET
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>		<b>41</b>	<b>29</b>	<b>1</b>
Attaché hors classe	A	1	1 (détaché emploi fonctionnel)	
Attaché Principal	A	1	1 (détachés Emploi Fonctionnel)	
Attaché	A	2	2 (1 en dispo et 1 détachement)	
Rédacteur Principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	5	3	
Rédacteur Principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	1	0	
Rédacteur	B	3	2	
Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	10	6	
Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	10	7	
Adjoint administratif	C	8	7(dont 1 en disponibilité)	1
<b>TECHNIQUE</b>		<b>102</b>	<b>77</b>	<b>9</b>
Ingénieur hors classe	A	1	1	
Ingénieur principal	A	1	0	
Ingénieur	A	1	0	
Technicien Principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	5	3	
Technicien Principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	3	1	
Technicien	B	2	1	
Agent de maîtrise principal	C	10	9	
Agent de Maîtrise	C	9	5	
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	15	13	
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	24	18 (dont 1 en dispo)	5
Adjoint technique	C	31	26 (dont 2 dispo à TC)	4
<b>SOCIALE</b>		<b>21</b>	<b>12</b>	<b>5</b>
Agent social principal 1 <sup>er</sup> classe	C	2	1	1
Agent social principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	8	6	3
Agent social	C	4	1	1
ASEM principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	5	4	
ASEM Principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	2	0	

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS NON COMPLET
<b>SPORTIVE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Educateur APS principal 1 <sup>er</sup> classe	B	0	0	
Educateur APS principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	0	0	
Educateur APS	B	0	0	
<b>ANIMATION</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	
Adjoint d'animation principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	0	0	
Adjoint d'animation principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	0	0	
Adjoint d'animation	C	1	0	
<b>POLICE MUNICIPALE</b>		<b>22</b>	<b>16</b>	
Chef de Service de police principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	1	1	
Chef de Service de police principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	1	0	
Chef de service de police	B	1	0	
Brigadier Chef principal	C	10	10	
Gardien-Brigadier	C	9	5 (dont 1 en détachement)	
		<b>187</b>	<b>134</b>	<b>15</b>

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	SECTEUR	REMUNERATION	CONTRAT Code général de la fonction publique
1 Attaché TC	A	AG		L.332-24 à L.332-28 (contrat projet)
2 Redacteur TC	B	AG		L.332-24 à L.332-28 (contrat projet)
1 Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	AG		L332-8 2° (besoins de service)
1 adjoint technique TC	C	TECHNIQUE		L.332-13 (remplacement)
3 adjoints technique TC	C	Affaires scolaires		L.332-13 (remplacement)
2 adjoints technique TNC	C	Affaires scolaires		L.332-13 (remplacement)
1 Directeur de cabinet	–	Cabinet du Maire		L.333-1 à L.333-11
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11</b>			

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** les propositions ci-dessus.

**2/ D'affecter** les dépenses correspondantes sur le chapitre 012 du budget de fonctionnement.

**3/ D'adopter** le tableau des effectifs tel que présenté en annexe de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 6**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : COMPTE DE GESTION 2023 BUDGET PRINCIPAL – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12, L. 2121-31 et L. 2343-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le Compte de gestion 2023 Budget principal présenté par le Service de Gestion Comptable de Narbonne,

Conformément aux articles L. 1612-12, L. 2121-31 et L. 2343-1 du CGCT, le Conseil municipal doit voter au préalable du compte administratif Budget principal 2023, le compte de gestion 2023 présenté par le Trésorier.

Il est présenté au Conseil municipal le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2023, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier municipal accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur les résultats du compte de gestion 2023, Budget principal, et de :

**1/ Statuer** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, de fixer comme suit le total des opérations et le total des soldes figurant au compte de gestion à la clôture de l'exercice, égaux en débits et crédits : **111 353 494,34 euros**.

**2/ Statuer** sur l'exécution du budget principal de l'année 2023, et arrêter comme suit les résultats totaux des différentes sections budgétaires :

Il est proposé au Conseil municipal d'acter que le Compte de gestion du Budget Principal dressé pour l'exercice 2023 par le Trésorier, qui sera visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	855 223,77			3 038 531,41		2 183 307,64
opérations de l'exercice (2)	3 198 016,07	2 817 993,37	12 322 274,17	14 560 557,79	15 520 290,24	17 378 551,16
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>4 053 239,84</b>	<b>2 817 993,37</b>	<b>12 322 274,17</b>	<b>17 599 089,20</b>	<b>15 520 290,24</b>	<b>19 561 858,80</b>
résultat de clôture	1 235 246,47			5 276 815,03		4 041 568,56

reste à réaliser (3)	864 784,33	0,00			864 784,33	0,00
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>4 918 024,17</b>	<b>2 817 993,37</b>	<b>12 322 274,17</b>	<b>17 599 089,20</b>	<b>16 385 074,57</b>	<b>19 561 858,80</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	<b>2 100 030,80</b>			<b>5 276 815,03</b>		<b>3 176 784,23</b>

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 7**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET PRINCIPAL – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le Compte administratif 2023 Budget principal,

Vu la note de synthèse jointe au Compte administratif 2023,

Conformément aux articles L. 1612-12 à 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget principal 2023 présenté par le Maire avant le 30 juin 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

Il est présenté au Conseil Municipal les résultats du Compte administratif 2023, Budget principal, selon les données exposées ci-dessous :

	<b>Investissement</b>		<b>Fonctionnement</b>		<b>Ensemble</b>	
<b>Libellés</b>	<b>Dépenses ou déficits</b>	<b>Recettes ou excédents</b>	<b>Dépenses ou déficits</b>	<b>Recettes ou excédents</b>	<b>Dépenses ou déficits</b>	<b>Recettes ou excédents</b>
résultats reportés (1)	855 223,77			3 038 531,41		2 183 307,64
opérations de l'exercice (2)	3 198 016,07	2 817 993,37	12 322 274,17	14 560 557,79	15 520 290,24	17 378 551,16
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>4 053 239,84</b>	<b>2 817 993,37</b>	<b>12 322 274,17</b>	<b>17 599 089,20</b>	<b>15 520 290,24</b>	<b>19 561 858,80</b>
résultat de clôture	1 235 246,47			5 276 815,03		4 041 568,56
reste à réaliser (3)	864 784,33	0,00			864 784,33	0,00

<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>4 918 024,17</b>	<b>2 817 993,37</b>	<b>12 322 274,17</b>	<b>17 599 089,20</b>	<b>16 385 074,57</b>	<b>19 561 858,80</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	<b>2 100 030,80</b>			<b>5 276 815,03</b>		<b>3 176 784,23</b>

Le Maire, M. FORCADA s'étant retiré de la salle, il est demandé au Conseil municipal :

**1/ De donner acte** de la présentation faite du compte administratif 2023 Budget principal.

**2/ De constater** la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**3/ De reconnaître** la sincérité des restes à réaliser.

**4/ De voter et arrêter** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 8**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AFFECTATION DU RÉSULTAT À LA SUITE AU VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 SUR LE BUDGET PRINCIPAL

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14, et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu le Compte administratif 2023 Budget principal ;

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, à la suite du vote du Compte administratif 2023, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget principal 2024.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

**BP Ville**

<b>FONCTIONNEMENT</b>		
I	dépenses de l'exercice	12 322 274,17
II	recettes de l'exercice hors 002	14 560 557,79
III= II + I	RESULTAT COMPTABLE	2 238 283,62
IV	excédent de fonctionnement reporté 002	3 038 531,41
V=III + IV	EXCEDENT (OU DEFICIT) DE LA CLOTURE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	<b>5 276 815,03</b>

<b>INVESTISSEMENT</b>		
VI	déficit d'investissement reporté 001	-855 223,77
VII	dépenses de l'exercice hors 001	-3 198 016,07
VIII	recettes de l'exercice hors 001	2 817 993,37
IX=VIII + VI-VII	RESULTAT DE CLOTURE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	<b>-1 235 246,47</b>
X	ENS en dépenses	-864 784,33
XI	ENS en recettes	0,00
XII=IX - (X-XI)	RESULTAT DEFINITIF CORRIGE DES ENS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	<b>2 100 030,80</b>

<b>AFFECTATION</b>		
XIII	affectation au 1068 du BP N + 1	<b>2 100 030,80</b>
XIV	reprise du résultat d'investissement 001 au BP N + 1	-1 235 246,47
XV	reprise de l'excédent fonctionnement reporté 002 au BP N+ 1	3 176 784,23

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte et de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : COMPTE DE GESTION 2023 BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-16 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu les articles L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'adoption du Compte administratif et aux Comptes de gestion ;  
Vu l'article L. 2343-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,  
Vu le Compte de gestion 2023 Budget Eau potable présenté par le Service de Gestion Comptable de Narbonne,

Le Conseil municipal doit voter au préalable du Compte administratif Budget annexe Eau potable 2023 le Compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur les résultats du Compte de gestion 2023, Budget annexe Eau potable.

Après qu'aient été présentés : le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2023, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier municipal accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Il est proposé au Conseil municipal de :

**1/ Statuer** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, et de fixer comme suit le total des opérations et le total des soldes figurant au compte de gestion à la clôture de l'exercice, égaux en débits et crédits : **6 178 188,79 euros.**

**2/ Statuer** sur l'exécution du Budget annexe Eau potable de l'année 2023, et arrêter comme suit les résultats totaux des différentes sections budgétaires :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	0,00	144 093,89	0,00	234 775,52		378 869,41
opérations de l'exercice (2)	172 449,90	330 719,44	304 581,69	500 038,82	477 031,59	830 758,26
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>172 449,90</b>	<b>474 813,33</b>	<b>304 581,69</b>	<b>734 814,34</b>	<b>477 031,59</b>	<b>1 209 627,67</b>
résultat de clôture		302 363,43		430 232,65		732 596,08
reste à réaliser (3)	321 632,86		0,00	0,00	321 632,86	0,00
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>494 082,76</b>	<b>474 813,33</b>	<b>304 581,69</b>	<b>734 814,34</b>	<b>798 664,45</b>	<b>1 209 627,67</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>		<b>-19 269,43</b>		<b>430 232,65</b>		<b>410 963,22</b>



Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 10**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Eau potable,

Vu la note de synthèse jointe au Compte Administratif 2023,

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Eau potable 2023 présenté par le Maire avant le 30 juin 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur les résultats du compte administratif 2023, budget annexe Eau potable selon les données exposées ci-dessous :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	0,00	144 093,89	0,00	234 775,52		378 869,41
opérations de l'exercice (2)	172 449,90	330 719,44	304 581,69	500 038,82	477 031,59	830 758,26
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>172 449,90</b>	<b>474 813,33</b>	<b>304 581,69</b>	<b>734 814,34</b>	<b>477 031,59</b>	<b>1 209 627,67</b>
résultat de clôture		302 363,43		430 232,65		732 596,08
reste à réaliser (3)	321 632,86		0,00	0,00	321 632,86	0,00
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>494 082,76</b>	<b>474 813,33</b>	<b>304 581,69</b>	<b>734 814,34</b>	<b>798 664,45</b>	<b>1 209 627,67</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>		<b>-19 269,43</b>		<b>430 232,65</b>		<b>410 963,22</b>

Le Maire, M. FORCADA, s'étant retiré de la salle.

Il est demandé au Conseil municipal de :

**1/ Donner acte** de présentation faite du compte administratif 2023 Budget annexe

Eau potable.

**2/ De constater** la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**3/ Reconnaître** la sincérité des restes à réaliser.

**4/ Voter et arrêter** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 11**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AFFECTATION DU RÉSULTAT À LA SUITE DU VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14, et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Eau potable,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte administratif 2023, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget annexe Eau potable 2024.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

## BUDGET EAU POTABLE

FONCTIONNEMENT		
I	dépenses de l'exercice	304 581,69
II	recettes de l'exercice hors 002	500 038,82
III= II + I	RESULTAT COMPTABLE	195 457,13
IV	excédent de fonctionnement reporté 002	234 775,52
V=III + IV	EXCEDENT (OU DEFICIT) DE LA CLOTURE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	<b>430 232,65</b>

INVESTISSEMENT		
VI	excédent d'investissement reporté 001	144 093,89
VII	dépenses de l'exercice hors 001	172 449,90
VIII	recettes de l'exercice hors 001	330 719,44
IX=VIII + VI-VII	RESULTAT DE CLOTURE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	<b>302 363,43</b>
X	ENS en dépenses	321 632,86
XI	ENS en recettes	0,00
XII=IX - (X-XI)	RESULTAT DEFINITIF CORRIGE DES ENS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	<b>-19 269,43</b>

AFFECTATION		
XIII	affectation au 1068 du BP N + 1	<b>0,00</b>
XIV	reprise du résultat d'investissement 001 au BP N + 1	<b>+302 363,43</b>
XV	reprise de l'excédent / déficit fonctionnement reporté 002 sur BP N+ 1	<b>+410 963,22</b>

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 12**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : COMPTE DE GESTION 2023 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12, L. 2121-31 et L. 2343-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte de gestion 2023 Budget Assainissement adressé par le Service de Gestion Comptable de Narbonne,

Le Conseil municipal doit voter au préalable du Compte administratif Budget annexe Assainissement 2023, le Compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du compte de gestion 2023, Budget annexe Assainissement.

Après qu'aient été présentées : le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2023, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier municipal accompagné de l'état de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer, il est proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, de fixer comme suit le total des opérations et le total des soldes figurant au Compte de gestion à la clôture de l'exercice, égaux en débits et crédits : **7 374 379,86 euros.**

**2/ De valider** l'exécution du Budget annexe Assainissement de l'année 2023 et d'arrêter les résultats totaux des différentes sections budgétaires tels que présentés ci-dessous.

**3/ D'adopter** le Compte de gestion du Budget annexe Assainissement de l'année 2023, et d'arrêter comme suit les résultats totaux des différentes sections budgétaires :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	0,00	140 290,78	0,00	222 640,73		362 931,51
opérations de l'exercice (2)	276 171,08	283 724,00	325 881,84	423 822,87	602 052,92	707 546,87
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>276 171,08</b>	<b>424 014,78</b>	<b>325 881,84</b>	<b>646 463,60</b>	<b>602 052,92</b>	<b>1 070 478,38</b>
résultat de clôture		147 843,70		320 581,76		468 425,46
reste à réaliser (3)	148 884,60		0,00	0,00	148 884,60	0,00
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>425 055,68</b>	<b>424 014,78</b>	<b>325 881,84</b>	<b>646 463,60</b>	<b>750 937,52</b>	<b>1 070 478,38</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>		<b>-1 040,90</b>		<b>320 581,76</b>		<b>319 540,86</b>

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 13**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNETOBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – ANNEXE

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement,

Vu la Note de synthèse jointe au Compte Administratif 2023,

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Assainissement 2023 présenté par le Maire avant le 30 juin 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du Compte administratif 2023, Budget annexe Assainissement selon les données exposées ci-dessous :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	0,00	140 290,78	0,00	222 640,73		362 931,51
opérations de l'exercice (2)	276 171,08	283 724,00	325 881,84	423 822,87	602 052,92	707 546,87
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>276 171,08</b>	<b>424 014,78</b>	<b>325 881,84</b>	<b>646 463,60</b>	<b>602 052,92</b>	<b>1 070 478,38</b>
résultat de clôture		147 843,70		320 581,76		468 425,46
reste à réaliser (3)	148 884,60		0,00	0,00	148 884,60	0,00
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>425 055,68</b>	<b>424 014,78</b>	<b>325 881,84</b>	<b>646 463,60</b>	<b>750 937,52</b>	<b>1 070 478,38</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>		<b>-1 040,90</b>		<b>320 581,76</b>		<b>319 540,86</b>

Le Maire, M. FORCADA s'étant retiré de la salle.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ De donner acte** de la présentation faite du Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement.

**2/ De constater** la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**3/ De reconnaître** la sincérité des restes à réaliser.

**4/ De voter et arrêter** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 14**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AFFECTATION DU RÉSULTAT À LA SUITE DU VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14, et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte administratif 2023, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget annexe Assainissement 2024.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

## BUDGET ASSAINISSEMENT

FONCTIONNEMENT		
I	dépenses de l'exercice	325 881,84
II	recettes de l'exercice hors 002	423 822,87
III= II + I	RESULTAT COMPTABLE	<b>97 941,03</b>
IV	excédent de fonctionnement reporté 002	222 640,73
V=III + IV	EXCEDENT (OU DEFICIT) DE LA CLOTURE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	<b>320 581,76</b>

INVESTISSEMENT		
VI	Excédent / déficit d'investissement reporté 001	140 290,78
VII	dépenses de l'exercice	276 171,08
VIII	recettes de l'exercice hors 001	283 724,00
IX=VIII + VI-VII	RESULTAT DE CLOTURE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	<b>147 843,70</b>
X	ENS en dépenses	148 884,60
XI	ENS en recettes	0,00
XII=IX - (X-XI)	RESULTAT DEFINITIF CORRIGE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	<b>-1 040,90</b>

AFFECTATION		
XIII	affectation au 1068 du BP N + 1	<b>0,00</b>
XIV	reprise du résultat d'investissement 001 au BP N + 1	<b>147 843,70</b>
XV	reprise de l'excédent fonctionnement reporté 002 au BP N+ 1	<b>319 540,86</b>

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 15**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : CONSOLIDATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14, et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu les comptes administratifs 2023 Budget principal et Budgets annexes ;

Vu la note de synthèse jointe au compte Administratif 2023 ;

Le conseil municipal doit présenter la consolidation des comptes à la suite des votes des comptes administratifs 2023 Budget principal et Budgets annexes.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur cette consolidation, selon les données exposées ci-dessous :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
résultats reportés (1)	570 839,10		0,00	3 495 947,66		2 925 108,56
opérations de l'exercice (2)	3 646 637,05	3 432 436,81	12 952 737,70	15 484 419,48	16 599 374,75	18 916 856,29
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2)</b>	<b>4 217 476,15</b>	<b>3 432 436,81</b>	<b>12 952 737,70</b>	<b>18 980 367,14</b>	<b>16 599 374,75</b>	<b>21 841 964,85</b>
résultat de clôture	785 039,34			6 027 629,44		5 242 590,10
reste à réaliser (3)	1 335 301,79	0,00	0,00	0,00	1 335 301,79	0,00
<b>TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)</b>	<b>5 552 777,94</b>	<b>3 432 436,81</b>	<b>12 952 737,70</b>	<b>18 980 367,14</b>	<b>17 934 676,54</b>	<b>21 841 964,85</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	<b>2 120 341,13</b>			<b>6 027 629,44</b>		<b>3 907 288,31</b>

Il est demandé au Conseil municipal de :

**1/ Se prononcer** sur cette consolidation.

**2/ Donner acte** des présentations faites du Compte administratif 2023 Budget principal et Budgets annexes.

**3/ Reconnaître** la sincérité des restes à réaliser.

**4/ Voter et arrêter** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.



## **DOSSIER N° 16**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024 – ANNEXE

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'orientation budgétaire ;

Vu l'adoption du référentiel M57 par le Conseil municipal ;

Vu l'article 17 du règlement intérieur du Conseil municipal de Lézignan-Corbières ;

Vu le Rapport d'orientation budgétaire annexé à la présente ;

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure de la dette. Néanmoins, pour les collectivités ayant adopté le référentiel M57, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget.

Ce rapport doit donner lieu à débat au sein du Conseil municipal.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code Général des Collectivités Locales relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération qui doit faire l'objet d'un vote. Il est donc demandé au Conseil Municipal de :

**1/ Prendre acte** de la tenue du Débat d'orientation budgétaire 2024

**2/ Voter** le Rapport d'orientation budgétaire présenté en annexe de la présente

**3/ Charger** M. Le Maire de transmettre ce document à M. le Président de la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 17**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

THÈME : FINANCES

OBJET : ACOMPTES DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SUR LE BUDGET 2024

Vu l'article L. 1621-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la délibération n° 2022-63 du 12 avril 2022 portant renouvellement des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations,

Le Conseil municipal a en son temps approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre ville, et ce en application de la loi du 12 Avril 2000.

Le Conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif et a donné son accord.

Ces conventions prévoient, dans leur article 4, la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année et le vote du budget, et la possibilité de payer les subventions par acomptes.

En vertu de l'article L. 1621-1 du CGCT, et en application de ces conventions ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au Conseil municipal d'approuver le versement des avances sur les subventions au profit de l'association suivante signataire des conventions sur le budget 2024 :

-PROM'AUDE : 10 000 euros

Cette avance sera prélevée sur l'article 65748 du Budget principal 2024, et déduite du montant définitif de ces subventions, qui seront validées à l'occasion du vote du budget primitif 2024. Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'autoriser** le versement d'acompte sur subvention 2024 pour un montant de 10 000 euros à l'association PROM'AUDE.

**2/ De dire** que les crédits seront inscrits au Budget primitif 2024 – compte 65748

**3/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 18**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

THÈME : FINANCES

OBJET : FIXATION DES DURÉES D'AMORTISSEMENT DES BIENS DANS LE CADRE DE L'INSTRUCTION BUDGÉTAIRE M57 – ANNEXE

Vu les articles L. 2321-1 et R. 2321-1 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu la délibération n° 2014-010 du conseil municipal du 29 avril 2014 fixant les durées d'amortissement des biens de la collectivité en M14,

Vu la délibération n° 2023-130 du 27 septembre 2023 par laquelle la Ville de Lézignan-Corbières a choisi de faire application de l'instruction comptable M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,

Considérant que la mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations ;

Considérant que le champ d'application reste défini par l'article R. 2321-1 du CGCT, fixant les règles applicables aux amortissements des communes ;

Considérant que les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- Des frais d'études et des frais non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- Des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée de 5 ans pour les financements de biens matériels et mobiliers et sur une durée de 30 ans pour le financement des biens immobiliers,

Pour les biens de faible valeur, inférieur à 1 000 €, l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur, dès qu'ils seront totalement amortis, c'est-à-dire au 31 décembre de l'année N+1 de leur acquisition.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation. Il est proposé d'harmoniser les durées d'amortissement appliquées avant le passage de la M14 en M57, selon le tableau ci-joint.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'adopter** le principe de l'amortissement au *prorata temporis*

**2/ De fixer** les durées d'amortissement par nature de biens comme récapitulé dans le tableau annexé

**3/ De fixer** à 1 000 € le seuil des biens de faible valeur, en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 (une) année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur, dès qu'ils ont été intégralement amortis, soit au 31 décembre de l'année qui suit celle de leur acquisition.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 19**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AFFECTATION ANNUELLE DES VÉHICULES PAR UTILITÉ DE SERVICE  
MISE A JOUR AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2024 – ANNEXE

Vu la loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 34,

Vu les articles L. 2121-29 et L. 2123-18-1-1 du Code général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 57-1424 du 31 décembre 1957 attribuant aux tribunaux judiciaires compétence pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages causés par tout véhicule et dirigées contre une personne morale de droit public,

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1991 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire DAGEMO/BCG n° 97-4 du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnel des agents, à l'occasion du service,  
Vu la circulaire du ministre de l'intérieur B/99/00261/C du 5 novembre 1999 qui précise les conditions dans lesquelles les agents titulaires d'emploi fonctionnel peuvent bénéficier des avantages en nature,

L'article L. 2123-18-1-1 du CGCT dispose que selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le Conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.  
Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal :

- 1/ De valider** le dispositif d'utilisation des véhicules de service dans les conditions décrites dans le tableau annexé
- 2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 20**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE – PHASE 1 – RÉSEAUX

Par la délibération n° 2022-173 du 8 décembre 2022, le conseil municipal a approuvé la réalisation ainsi qu'un plan de financement concernant les travaux de réaménagement du cours de la République.

Concernant la Phase 1 des travaux – Renouvellement des réseaux humides, le dossier avait été approuvé ainsi :

<b>Coût prévisionnel :</b>	<b>378 358,19 € HT</b>
<b>Recettes prévisionnelles :</b>	<b>378 358,19 € HT</b>
Département (10 %)	38 835,82 €
Agence de l'Eau (30 %)	113 507,46 €
Etat (40 %)	151 343,28 €
Commune (20 %)	75 671,64 €

Les coûts prévisionnels des travaux ayant évolué, il convient de modifier le plan de financement de la façon suivante :

<b>Coût prévisionnel :</b>	<b>433 600,30 € HT</b>
<b>Recettes prévisionnelles :</b>	<b>433 600,30 € HT</b>
Département (10 %)	43 360,03 €
Agence de l'Eau (30 %)	130 080,09 €
État (30 %)	130 080,09 €
Commune (30 %)	130 080,09 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le plan de financement de la Phase 1 modifié :

<b>Coût prévisionnel :</b>	<b>433 600,30 € HT</b>
<b>Recettes prévisionnelles :</b>	<b>433 600,30 € HT</b>
Département (10 %)	43 360,03 €
Agence de l'Eau (30 %)	130 080,09 €
Etat (30 %)	130 080,09 €
Commune (30 %)	130 080,09 €

**2/ D'autoriser** M. le Maire à solliciter toutes les subventions possibles et à signer toutes les pièces liées à cette opération

**3/ De donner** à M. le Maire tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 21**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORTEURE : SYLVIE DANRÉ

OBJET : APPROBATION DU CONTRAT DE VILLE 2024-2030 – ANNEXE

Vu la loi n° 2014-176 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,  
Vu le décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu la délibération n° 2019-109 en date du 20 juin 2019 portant actualisation du contrat de ville de Lézignan-Corbières,

Lézignan-Corbières entre pour la seconde fois dans la géographie de la nouvelle politique de la ville. La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a redéfini le cadre de la politique de la ville, politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est depuis lors conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines, mais aussi d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

« Favoriser l'émancipation par l'éducation, l'emploi, l'entrepreneuriat, la sécurité, la qualité architecturale et la transition écologique, la lutte contre les discriminations » est l'ambition que porte le président de la République à travers la démarche « Quartiers 2030 ». Après le lancement du plan Quartiers 2030 par le président de la République à Marseille le 26 juin 2023, le comité interministériel des villes du 27 octobre 2023, puis la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains, l'instruction relative à la gouvernance des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 » du 4 janvier 2024 précise les contours de structuration des prochains contrats de ville 2024/2030 :

- Mobilisation de l'ensemble des partenaires intéressés à la politique de la ville.
- Fin des piliers et resserrement sur des priorités locales.

- Mobilisation des acteurs, publics mais aussi privés, pouvant prendre une part active aux actions menées dans les quartiers et s'engager contractuellement.
- Région, Départements, acteurs de l'éducation et de l'emploi, acteurs de l'action sociale, de l'animation culturelle et sportive sont fortement invités à s'impliquer dans la vie de ce contrat de ville 2024/2030.
- L'impératif d'associer les habitants et les usagers des quartiers à la définition des contrats de ville puis à leur mise en œuvre, avec le développement d'un volet « participation citoyenne ».
- Les collectivités sont encouragées à aller chercher les publics les plus éloignés des dispositifs de concertation.

La nouvelle génération des contrats de ville « Engagements quartiers 2030 » prévoit en priorité la mobilisation des interventions des institutions dans le cadre de leur droit commun. Les financements spécifiques accordés dans le cadre du présent appel à projets viennent en complément des crédits de droit commun.

La nouvelle géographie prioritaire est établie en référence au décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023, modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains. Le quartier « Centre-Ville » de Lézignan- Corbières est intégré dans cette géographie prioritaire. Selon ce décret, le choix des quartiers est effectué selon un indicateur unique à savoir le seuil de population à bas revenu, soit les ménages dont le revenu par unité de consommation est inférieur à 60% du revenu fiscal médian de référence. Ceci est assorti d'un critère de peuplement qui correspond à une aire urbaine de plus de 10 000 habitants dans lequel le quartier prioritaire doit s'inscrire, ce dernier devant abriter au moins 1000 habitants. La population du quartier du centre-ville de Lézignan-Corbières est estimée à 3 059 habitants.

La ville de Lézignan-Corbières, l'Etat, ainsi que les autres partenaires signataires ont mis en œuvre la Politique de la Ville à travers un premier contrat de ville élaboré pour la période 2015-2020.

L'évaluation finale de ce premier contrat de ville a permis de dégager des axes de développement pour les années futures :

- Poursuivre l'ambition de renforcer le mieux-vivre ensemble et la mixité
- Développer « l'aller-vers » et impliquer toujours davantage les citoyens dans la vie de la cité et de leur quartier
- Renforcer les partenariats, impliquer les entreprises dans l'accès des jeunes à l'emploi
- Renforcer l'accompagnement à l'accès aux droits
- Impliquer davantage les parents dans la réussite éducative de leurs enfants.

Le lancement du nouveau contrat de ville s'inscrit dans une ambition politique plus globale de la commune pour le quartier du centre-ville et repose sur quatre ambitions principales :

- Éducation, prévention de la délinquance et insertion de la jeunesse.
- Attractivité commerciale.
- Valorisation et développement des métiers d'art.
- Tranquillité publique du centre-ville.

Conformément à l'article n°1 de la loi Lamy, la politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle doit assurer l'égalité entre les territoires, réduire les écarts de développement

entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Elle se fixe 10 principaux objectifs :

- Lutter contre les inégalités.
- Garantir aux habitants l'égalité "réelle" d'accès aux droits et aux services publics (éducation, santé, culture...) ou encore à l'emploi.
- Faire du développement économique, améliorer l'habitat.
- Garantir la tranquillité des habitants (politiques de sécurité et de prévention).
- Mieux intégrer les quartiers dans leur unité urbaine (accessibilité en transports en commun).
- Favoriser la mixité fonctionnelle, urbaine et sociale des quartiers.
- Revitaliser et diversifier l'offre commerciale des quartiers.
- Faire du développement durable et lutter contre la précarité énergétique.
- Reconnaître et "valoriser" l'histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers.

En 2024, favoriser l'émancipation par l'éducation, l'emploi, l'entrepreneuriat, la sécurité, la qualité architecturale et la transition écologique, la lutte contre les discriminations participe désormais à la volonté exprimée par le président de la République à travers la démarche « Quartiers 2030 ». Conformément à l'esprit de la loi Lamy, Lézignan-Corbières déclinerà à nouveau, entre 2024 et 2030, une politique de la ville qui mobilisera et adaptera, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun. Ce n'est que lorsque la nature des difficultés le nécessitera qu'elle mettra en œuvre les instruments qui lui sont propres :

- Les crédits spécifiques du BOP 147 avec lesquels le contrat de ville de Lézignan-Corbières finance prioritairement des actions portées par le tissu associatif. 50% des actions feront d'ailleurs l'objet de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs.
- Le dispositif d'adultes-relais.
- Les crédits dédiés à la cité éducative.

La politique de la ville sera déclinée en co-construction avec les partenaires institutionnels, les acteurs économiques et les habitants afin de répondre aux besoins des habitants les plus éloignés des dispositifs de droit commun. Le contrat de ville de Lézignan-Corbières utilisera donc le contrat de ville comme levier d'innovation, d'expérimentation et de participation citoyenne. Ses orientations du contrat de ville sont le fruit d'une démarche participative ayant impliqué plusieurs familles d'acteurs et de partenaires :

- Les partenaires institutionnels et financiers qui ont participé aux instances d'évaluation du contrat de ville 2014/2022, à des COTECH (co-construction, consolidation et validation des orientations stratégiques du contrat de ville) et au séminaire partenarial d'élaboration du plan d'actions (Emploi/développement économique, émancipation, lien social / solidarité).
- Le tissu associatif et les acteurs locaux qui ont également participé à l'évaluation du contrat de ville 2014/2022 puis à la préfiguration du présent contrat de ville (séminaire partenarial). Les habitants lors d'un temps de concertation réalisé par le biais d'un questionnaire en ligne.

Le contrat de ville 2024/2030 de Lézignan-Corbières porte une ambition transversale forte, celle de favoriser l'émancipation citoyenne des habitants du quartier prioritaire « Centre-ville ». Ce projet de quartier s'articule autour des trois principales priorités que sont l'emploi et le développement économique, l'émancipation et le lien social et mixité.

À cela s'ajoutent les cinq priorités transversales suivantes : la participation citoyenne, la lutte contre les discriminations, l'égalité femmes / hommes, la mobilisation des entreprises, des chambres consulaires et du secteur privé ainsi que la santé des jeunes.

La ville de Lézignan-Corbières s'engage plus particulièrement à mettre en œuvre les moyens humains dont elle dispose afin de participer à la concrétisation de ce second contrat de ville : un(e) directeur(trice)-général(e) adjoint(e) en charge notamment de la supervision de la politique de la ville et de la cité éducative, un(e) chargé(e) de mission dédié(e) à l'animation de la cité éducative et de la politique de la ville, le service municipal de médiation sociale et scolaire. Il en va de même des moyens matériels afférents : informatique, salles de réunion, bureaux, véhicules de service.

La ville de Lézignan-Corbières entend également s'impliquer pleinement dans les domaines suivants :

- Éducation (soutien actif aux actions de la Cité éducative),
- Emploi et développement économique,
- Lutte contre l'insalubrité et pour l'amélioration du logement des habitants du quartier prioritaire (OPAH),
- Renforcement des moyens dédiés à la tranquillité publique (effectifs de policiers municipaux, nombre de caméras de vidéosurveillance, modernisation du CSU, création d'un commissariat de police municipale, collaboration renforcée avec les services du procureur de la République et avec la Gendarmerie Nationale).
- Renforcement de l'offre de santé en collaboration avec la CCRLCM.
- Promotion de l'engagement citoyen et des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le contenu du présent contrat de ville 2024-2030 tel qu'il figure en annexe.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment à signer le présent contrat de ville.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 22**

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES COMMERÇANTS DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE – ANNEXE

Vu le Code de justice administrative,

Vu l'article 2044 du Code civil,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-003 en date du 23 janvier 2024,

Par la délibération n° 2024-003 en date du 23 janvier 2024, la Commune a mis en place une Commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains intégrés dans le périmètre des travaux, afin de permettre d'envisager la réparation de ces troubles, dans un cadre légal, et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.



À la demande du président du Tribunal administratif de Montpellier, il est nécessaire de modifier la composition de cette commission. Au lieu de demander à ce dernier de désigner un commissaire enquêteur, il convient de lui demander de désigner un magistrat membre du Tribunal administratif de Montpellier.

De plus, l'office narbonnais du commerce de l'artisanat et des services a fait l'objet d'une évolution dans son organisation, laquelle empêche la désignation d'un représentant pouvant siéger à la commission d'indemnisation.

Enfin, il est proposé d'intégrer à cet organisme un expert-comptable désigné par l'ordre des experts-comptables, qui sera rapporteur avec voix consultative, et dont la fonction première sera d'analyser la recevabilité des demandes d'indemnisation.

Par conséquent, la composition modifiée de la Commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République proposée est la suivante :

- Le président : sur proposition du président du Tribunal administratif de Montpellier, un magistrat membre du Tribunal administratif de Montpellier
- Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aude désigné par celle-ci
- Un représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Aude désigné par celle-ci
- Un représentant des services de la Direction Départementale des Finances Publiques désigné par le Directeur Départemental des Finances Publiques
- Un expert-comptable désigné par l'ordre des experts-comptables
- Deux représentants désignés par le Conseil Municipal : deux titulaires et leur suppléant, désignés lors de la séance du 23 janvier 2024

Il est donc demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la modification de la composition de la Commission amiable d'indemnisation des commerçants du Cours de la République telle que présentée ci-dessus ainsi que l'article 2 de l'annexe s'y rapportant

**2/ De charger M. le Maire** ou son représentant dûment désigné, de mettre en œuvre la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**

**Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h.**

**M. FORCADA :** Mesdames, Messieurs, bonsoir. Nous allons commencer ce Conseil municipal. En préambule, je vais demander s'il y a des personnes dans notre Conseil qui sont concernées par l'un des sujets traités. Je vous demande de le signaler pour que vous puissiez sortir quand on abordera le sujet. Donc s'il n'y en a pas, c'est parfait. La secrétaire de séance, aujourd'hui, ce sera Mme BÉNET. Elle va faire l'appel.

**Mme BÉNET :** Bonsoir Messieurs, bonsoir Mesdames. *[Il est procédé à l'appel]*  
Membres ayant donné procuration : 4. Le quorum est atteint, il est 18 heures.

**M. FORCADA :** La séance est ouverte, je vous remercie.

-Premier dossier donc, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 février 2024. Y-a-t-il des remarques ? Donc je passe au vote qui est contre ? Qui s'abstient ? Approuvé à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

-La liste des décisions du Maire : la première, c'est la convention d'honoraires entre la commune de Lézignan-Corbières et le cabinet de Me Jean-Marc Février relative aux conseils et à l'accompagnement juridiques pour la gestion actuelle du camping – le camping La Pinède – pour montant de 1840 € hors taxe.

La 2e, c'est la convention de mise à disposition d'un bien communal public à titre précaire pour la commune et Madame Isabelle DURIS, de la maison de Gaujac. À titre précaire et gracieux à partir du 9 février et pour une durée d'un mois.

La 3e, c'est la convention d'honoraires avec la société d'avocats GOUTAL, ALIBERT et associés pour la prestation relative à des conseils de nature juridique envers la commune et dans le cadre des travaux du Cours de la République, pour un montant de 1035 euros TTC et 862,50 hors taxes.

Ensuite, le renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bien meublé, appartenant au domaine privé de la commune cadastré sous le numéro 138, situé 6 rue du Château, à titre précaire et gracieux à compter du 17 février 2024 pour une durée d'un mois.

L'avant dernière, c'est l'avenant à la convention de mise à disposition à titre gracieux d'un local communal situé rue Anatole France, entre la commune de Lézignan-Corbières et l'association Corbières Racing Team du 20 février au 30 septembre 2024 pour des raisons de modification du nom de l'association.

Et la dernière, c'est le bail de location à titre gracieux entre la commune de Lézignan, l'Aéroclub de Narbonne représenté par Monsieur Jean-Paul Szabazon, son président, d'une place de parking dans le hangar numéro 2 de l'aérodrome pour y stationner un motoplaneur de type SF 25 à partir du 1<sup>er</sup> mars 2024 pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction à défaut d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, envoyée un mois avant la date d'échéance.

Voilà, je vous en donne acte.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal  
Prend acte sans observation**

**M. FORCADA :** Le prochain, c'est l'indemnisation des congés annuels non pris.

Le décret du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ne permet pas, pour des congés non pris, de verser une indemnité compensatrice. Néanmoins, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et le juge administratif français affirment que lors d'une cessation de la relation de travail, retraite, décès, mutation, les congés annuels non pris en raison d'arrêt pour les maladies doivent désormais être indemnisés. Ainsi, les congés annuels non pris avant la fin de leur relation de travail du fait de la maladie peuvent faire l'objet d'une indemnisation (Cour administrative d'appel de Bordeaux, 13 juillet 2017) dans les limites suivantes : l'indemnisation maximale est fixée à 20 jours maximum par année civile pour 5 jours de travail par semaine, l'indemnisation se fait selon une période de report limitée à 15 mois ; après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés. L'indemnisation doit être calculée en référence à la rémunération que l'agent aurait normalement perçue s'il avait réellement bénéficié de ses congés annuels. Les agents qui n'ont pas pu prendre tous leurs congés avant la cessation de la relation de travail pour des motifs indépendants de leur volonté, et tirés de l'intérêt des services, ont également droit au paiement de ces congés (Cour administrative d'appel de Marseille de juin 2017). Enfin, le juge européen reconnaît pour les congés annuels non pris en raison du décès de l'agent, une indemnisation en faveur de ces ayants droit (Cour de justice de l'Union européenne, le 6 novembre 2018).

Il est ainsi demandé au Conseil d'autoriser l'indemnisation des congés annuels non pris lors de cessation de la relation de travail en raison de la maladie, de motifs tirés de l'intérêt du service ou du décès de l'agent, et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Vous avez des questions ? Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** Dossier suivant : création d'un emploi de direction de cabinet.

La municipalité souhaite procéder au recrutement d'un collaborateur de cabinet dont l'ouverture d'un poste est possible compte tenu de la strate démographique de la ville. L'effectif maximum des collaborateurs de cabinet d'un maire est fixé à une personne parce que la population de la commune est inférieure à 20 000 habitants. Donc à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la strate démographique de la ville de Lézignan-Corbières est de 11 167 habitants selon l'INSEE.

L'emploi de collaborateur de cabinet est régi par le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales. L'article 2 de ce décret dispose que « la qualité de collaborateur de cabinet d'une autorité territoriale est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant de la loi du 26 janvier 1984 [...] ».

La nomination d'un agent contractuel sur un emploi de collaborateur de cabinet ne lui donne aucun droit à titularisation au sein d'un grade de la fonction publique territoriale. Les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui l'a recruté.

Le collaborateur de cabinet sera recruté par l'exécutif territorial. Il exercera des fonctions politiques liées au mandat de l'élu local et il lui appartiendra notamment de conseiller l'élu.

Le recrutement du collaborateur de cabinet s'effectuera dans le respect des conditions fixées par la réglementation existante et modifie le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent recruté par voie contractuelle sur un emploi non permanent.

Le recrutement d'un collaborateur de cabinet implique d'inscrire au budget chapitre 012 – charges de personnel, les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire l'engagement d'un collaborateur de cabinet.

Conformément à l'article 7 du décret n°87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon suivante :

-D'une part, que le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupée par le fonctionnaire en activité ce jour (ou l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité)

-D'autre part, que le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

En cas de vacances dans l'emploi fonctionnel ou dans le grade retenu, à savoir actuellement le grade de directeur général des services catégorie A, le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Par ailleurs, l'article 6 II du décret n°2022-250 du 25 février 2022 autorise l'autorité territoriale à attribuer, par nécessité absolue de service, un véhicule à un seul emploi de collaborateur de cabinet du maire.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

-D'autoriser le recrutement d'un collaborateur de cabinet aux conditions fixées par la réglementation existante et de modifier le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent contractuel.

-D'inscrire au budget chapitre 012, les crédits nécessaires pour permettre au Maire l'engagement d'un directeur de cabinet, conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité.

Il convient d'en délibérer.

Des questions ? Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 9 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M. FORCADA :** Dans la suite de cette délibération, le tableau des effectifs à mettre à jour.

Donc sur la dernière partie, on va avoir le directeur de cabinet normalement, tout en bas. Dans les agents non titulaires, vous avez dans le dernier cadre, un directeur de cabinet, tout simplement.

Donc il est demandé au Conseil municipal d'approuver les propositions, et d'affecter les dépenses correspondantes au chapitre 12 et d'adopter le tableau des effectifs tel que présenté en annexe de la présente délibération.

Des questions ? On passe au vote : qui est contre, qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, merci...

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** Premier dossier des comptes de gestion : Budget principal.

Donc il est présenté au Conseil municipal l'objet primitif, les décisions modificatives et les virements de crédit de l'année 2023. Les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier municipal, accompagné de l'état de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer. Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du compte de gestion 2023 budget principal, et de statuer sur l'ensemble des opérations à effectuer du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire, de fixer comme suit le total des opérations et le total des soldes figurant au compte de gestion dans la clôture de l'exercice, égaux en débit et crédit, 111 353 494,34 €, et statuer sur l'exécution du budget principal de l'année 2023 et arrêter comme suit les résultats totaux des différentes sections budgétaires. Il est proposé au Conseil municipal d'acter que le compte de gestion du budget principal dressé pour l'exercice 2023 par le trésorier, qui sera visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Des questions ? Oui, le micro arrive.

**M. FUMET :** Bonjour tout le monde. Je tiens à faire des remarques sur le compte de gestion exercice 2023. Le premier, c'est les intérêts et charges assimilées. Le parallèle entre 2022 et 2023 : nous passons de 192 000 € à 302 000 € soit une augmentation de 110 000,00 € ou + 57,3 %. Je sais effectivement qu'il y a des prêts à taux variables qui ont fortement augmenté. Mais n'aurait-il pas été judicieux, pendant cette période où les taux étaient très bas, de négocier un certain nombre de ces prêts ?

Deuxième point : sur les résultats budgétaires de l'exercice 2023. Nous avons une section d'investissement qui représente un déficit de 380 000 €. Et une section de fonctionnement qui présente un excédent de 2 238 100 €. La faiblesse des investissements obère la gestion de l'avenir.

Et en dernier point, je demande à quelle échéance l'ensemble de la rénovation du cours de la République pourra être déclaré terminé et quand sera-t-elle effective et réellement terminée ? Merci.

**M. FORCADA :** Il ne vous a pas échappé que les intérêts effectivement ont augmenté compte tenu de l'évolution des taux. Nous avons un suivi très proche, je dirais, effectué par un cabinet pour le suivi de la dette. Ce n'est pas nouveau, c'était déjà existant et l'analyse qui est faite pour les taux qui sont les taux indexés, doit tenir compte, pour tous les financiers, de la pénalité de remboursement. Donc quand vous avez une pénalité de remboursement sur le capital restant dû, pour changer évidemment de taux et que cela coûte plus cher que la continuité du taux en question, il n'y a pas lieu de faire des modifications. Donc on est contraint dans la gestion prudente, de rester sur le taux indexé qui évolue à la hausse comme à la baisse, ce qu'on peut

espérer dans l'avenir. Donc voilà la raison toute simple, je dirais mathématique. Voilà pour le premier point.

Pour les sections d'investissement et fonctionnement, il est évident que pour faire les investissements, c'est le fonctionnement qui finance. L'investissement est ressorti à - 380 000 euros, et est financé par le fonctionnement. Donc c'est tout à fait normal.

**M FUMET :** Nous pouvons quand même constater que l'investissement a été vraiment limité.

**M. FORCADA :** Alors, l'investissement limité pour 2023 ? On, on y reviendra tout à l'heure de toute façon dans les détails, si vous permettez. On aura l'occasion de les aborder. Et pour la rénovation du Cours de la République, nous sommes aussi pressés que vous qu'il soit terminé. Par contre les contraintes administratives sont là, et en dehors bien sûr des réseaux qui ont été investis, modifiés et pour certains, quelques découvertes un petit peu plus complexes qui ont surenchéri aussi les travaux, le coût des travaux. Nous avons aussi, comme je disais, les contraintes administratives, l'obligation de respecter les recherches archéologiques qui doivent être entreprises et on a eu encore une réunion aujourd'hui. Et donc l'INRAP doit nous fixer la date de leur intervention. Pour l'instant les travaux sont réalisés pour les réseaux et quand ils seront terminés, s'ils nous ont donné la date avant, eh bien on sera dans la continuité, mais à mon avis je pense que ce ne sera pas avant la rentrée 2024 au vu de l'échange que nous avons eu aujourd'hui. Donc ils ont apparemment beaucoup de dossiers en cours et c'est une priorité pour chacun de nous tous dans toutes les collectivités, pour éviter de perdre du temps entre guillemets ou en tout cas de ne pas continuer les travaux. Donc comme nous nous y sommes engagés, vous le savez vis-à-vis des commerçants, nous avons dit que juillet et août seraient neutralisés pour ne pas, je dirais, affecter l'activité économique en permanence. Donc ça, ce sera fait. Mais d'ici là, dès que nous aurons une date, nous nous ferons un plaisir de vous la communiquer. Mais pour l'instant je ne peux pas vous en donner une de plus.

Donc nous allons passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie. Adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ)**

Pour le dossier suivant, qui sera abordé par Christine BÉNET, je désigne un président de séance, si vous avez convenance, qui sera Monsieur COMBES.

Y voyez-vous un inconvénient puisque je dois sortir pour la suite ? Je vous remercie. Monsieur COMBES sera le président de séance pour les 3 dossiers.

**Mme BÉNET :** Compte administratif 2023, Budget principal. Donc vu l'instruction budgétaire et comptable M 14, je vous fais grâce des autres « vus ».

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget principal 2023 présenté par le Maire avant le 30 juin 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. Il est présenté au Conseil municipal les résultats du compte administratif 2023, budget principal selon les données exposées ci-dessous, à savoir au regard du tableau : concernant la section d'investissements, en résultat définitif, un déficit 2 100 030,80 euros ; en section de fonctionnement, en résultat définitif, un excédent de 5 276 815,83 euros, soit pour l'ensemble, un excédent de 3 176 784,23 euros.

M. le Maire, vous pouvez sortir. *[M. FORCADA se retire de la salle].*

Des questions ? Monsieur Denard.

**M. DENARD :** Bonsoir à tous, une intervention sur le budget principal 2023.

On a l'habitude de dire que le compte administratif est la photographie de l'état exact des finances d'une commune au 31 décembre de l'année écoulée. Même s'il présente des chiffres honorables, qui se situent dans la moyenne de ceux des communes de même strate, même meilleurs, sa lecture démontre un manque crucial d'investissement. En fait, nous ne sommes pas surpris. Car ça correspond à ce que nous constatons au quotidien depuis le début de la mandature. Des projets ? Oui, il y en a des projets. Des études, oui, il y en a aussi beaucoup. Mais pour le moment, et après quatre années de gestion, rien de véritablement concret n'apparaît sur la ville. Comme vous le savez et vous l'indiquez, les principaux modes de fonctionnement sont l'épargne, le fonds de roulement et l'emprunt. Pour l'épargne : l'épargne brute, qui est un indicateur pris en compte pour déterminer la capacité de désendettement, il est précisé qu'elle augmente de 589 000 euros, donc + 329 000,00 euros, mais cette augmentation est due à la présence du produit exceptionnel correspondant à la 2<sup>de</sup> opération photovoltaïque. Elle est d'un montant de 367 000 euros. Donc du coup, cette épargne brute n'augmente plus, elle diminue. Le fonds de roulement : budgétairement, le fonds de roulement est simplement le cumul des excédents et des déficits. Le fonds de roulement est de 4 043 euros. Cela traduit une politique de thésaurisation et cette apparente aisance budgétaire cache une politique de désinvestissement. D'ailleurs, comme il est dit au rapport d'orientations budgétaires, ce fonds sera utilisé pour les travaux du Cours de la République. En plus de contracter un nouveau prêt de 200 000 d'euros. Donc la réserve sera réduite à zéro. Les emprunts, ils seront au nombre de 17 et il n'y en a pas eu en 2023. Les investissements ont chuté en 2023 : -855 000,00 euros, et le montant du fonds de compensation de la TVA, vient préciser la baisse des investissements constatés en 2022. Pourquoi 2022 puisque le fonds est versé une année après l'exercice ? En conclusion, l'augmentation du fonds de roulement et de l'épargne, même s'ils constituent un filet de sécurité financier, force est de constater qu'en dehors du projet du Cours de la République, ils ne servent pas aux réalisations structurantes. On ne trouve que des aménagements, des réhabilitations, des restructurations, voire des démolitions. On est dans l'entretien normal du domaine public communal. Or, les besoins de Lézignan sont importants si l'on pense à l'entretien des voies de circulation, au bien-être des seniors, à la rénovation énergétique des bâtiments communaux, au déplacement citadin, etc, au besoin dans la lutte contre le réchauffement climatique. Voilà ce que j'avais à dire.

**Mme BÉNET :** Merci Monsieur DENARD. Voilà, je vois que vous avez bien m'interprété à votre façon le budget, et la question je l'attends toujours...



**M. DENARD :** Non, mais il n'y a pas de question, c'est simplement une intervention. On n'est pas obligé de poser une question Madame la Première adjointe...

**Mme BÉNET :** D'accord, pas de soucis, j'ai entendu. D'autres questions ?

Bon, Monsieur le Maire s'étant retiré de la salle, il est demandé au Conseil municipal de donner acte à la présentation faite du Compte administratif 2023 budget principal, de constater la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, de reconnaître la sincérité des restes à réaliser, de voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus. Il convient d'en délibérer. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ)**

*[M. FORCADA revient dans la salle. Les documents relatifs au compte administratif 2023 Budget principal sont signés par les conseillers présents.]*

**M. FORCADA :** Dans le 8e dossier, c'est l'affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif 2023 sur le budget principal, vu l'instruction budgétaire et comptable M 14, à la suite du vote du compte administratif 2023, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le budget principal 2024.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'affectation des résultats comme suit :

- Affectation au 1068 du budget prévisionnel : 2 100 030,80 euros.
- Au compte 0I : reprise du résultat d'investissement - 5 235 246,47 euros.
- Au compte 0II : reprise de l'excédent de fonctionnement qui est reporté pour 3 176 784,23 euros.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte et de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus.

Pas d'autres questions ? Qui est contre, qui s'abstient ? Adoptée. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme**

**Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M. FORCADA :** Dans la même veine, le compte de gestion 2023 budget annexe eau potable. Donc le Conseil municipal doit voter au préalable du compte administratif budget annexe Eau potable 2023, le compte de gestion 2023 dressé par le trésorier. En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du compte de gestion 2023 budget annexe Eau potable. Après qu'aient été présentés le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 2023, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le trésorier municipal accompagné de l'état de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer : il est proposé au Conseil municipal de statuer sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire et de fixer comme suit le total des opérations et le total des soldes figurant au compte de gestion à la clôture de l'exercice, égaux en débits et crédits pour 6 178 188,79 euros, et de statuer sur l'exécution du budget annexe Eau potable de l'année 2023, et arrêter comme suit les résultats totaux des différentes sections budgétaires.

Il convient d'en délibérer. Pas de question ?

On va passer au vote : qui est contre ? qui s'abstient ? Merci, adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M. FORCADA :** Christine BÉNET pour la suite.

**Mme BÉNET :** Compte administratif 2023 Budget annexe Eau potable

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Eau potable 2023 présenté par le Maire avant le 30 juin 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président, qui est M. COMBES. Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du compte administratif 2023, budget annexe Eau potable selon les données exposées ci-dessous à savoir, au regard du tableau :

-concernant la section d'investissement, les résultats définitifs : déficit de 19 269,43 €

-concernant la section de fonctionnement en excédent de 430 232,65 €

-soit pour l'ensemble, un résultat définitif, un excédent de 410 963,22 €

Donc y-a-t-il des questions ? Non ?

*[M. FORCADA sort de la salle au moment du vote]*

Il est demandé au Conseil municipal de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2023 Budget annexe eau potable, de constater la comptabilité principale des identités de valeur avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au débit et au crédit portés à titre budgétaire aux différents comptes, de reconnaître la sincérité des restes à réaliser, de voter et arrêter les résultats définitifs tels que, résumé ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

*[M. FORCADA revient dans la salle.]*

**M. FORCADA :** Nous allons passer à l'affectation du résultat à la suite du vote du compte administratif Budget annexe Eau potable.

Donc conformément à l'instruction budgétaire et comptable M 49 à la suite du vote du compte administratif 2023, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le budget annexe eau potable 2024.

Il est proposé donc au Conseil municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

Reprise des résultats d'investissements compte 01 : 302 363,43 euros.

Et pour le fonctionnement, reprise de l'excédent : 410 963,22 euros.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M FORCADA :** Toujours dans la continuité, on passe au compte de gestion 2023 Budget annexe assainissement.

Le Conseil municipal doit voter au préalable du compte administratif Budget annexe assainissement 2023, le compte de gestion dressé par le trésorier. En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du compte de gestion budget annexe 2023 Assainissement. Après qu'il ait été présenté le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de l'année 23, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandat, le compte de gestion dressé par le trésorier municipal accompagné de l'état de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer, il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire, de fixer comme suit le total des opérations et le total des soldes figurant au compte de gestion à la clôture de l'exercice égaux en débits et crédits pour 7 374 379,86 euros, de valider l'exécution du Budget annexe assainissement de l'année 2023 et d'arrêter les résultats totaux des différentes sections budgétaires telles que présentées ci-dessous et d'adopter le compte de gestion du budget annexe assainissement de l'année 2023 et d'arrêter comme suit les résultats totaux des différentes sections budgétaires.

Il convient d'en délibérer. Vous avez des questions ?

On passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre**

**Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M. FORCADA :** Christine BÉNET pour la suite.

**Mme BÉNET :** Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement.

Je vous fais grâce des « vus ».

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du CGCT, le Conseil municipal doit voter le compte administratif Budget annexe assainissement 2023 présenté par le maire avant le 30 juin 2024.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son président, donc M. COMBES, dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du compte administratif 2024, Budget annexe assainissement selon les données exposées ci-dessous, à savoir, au regard du tableau :

- concernant la section d'investissement, résultat définitif : - 1 040,90 euros.
- concernant la section de fonctionnement, résultats définitifs + 320 589,76 euros
- pour l'ensemble : un résultat définitif de + 319 540,86 euros.

Des questions ? *[Pas de question]*

*[M. FORCADA sort de la salle au moment du vote]*

**Mme BÉNET :** Donc il est demandé au Conseil municipal de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2023 Budget annexe assainissement, de constater la comptabilité principale des identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, au débit et au crédit portés à titre budgétaire aux différents comptes, de reconnaître la sincérité des restes à réaliser, de voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M.**

**Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

*[M. FORCADA revient dans la salle.]*

**M. FORCADA :** On passe à l'affectation du résultat à l'issue du vote du compte administratif budget annexe assainissement 2023. Donc, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49 à la suite du vote du compte administratif 2023, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation des résultats en vue des reprises sur le Budget annexe assainissement 2024. Il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

- Reprise du résultat d'investissement donc compte 001 : 147 843,70 €
- Reprise de l'excédent de fonctionnement reporté sur le compte 002 pour 319 540,86 €

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus, il convient d'en délibérer si vous avez des questions complémentaires. Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M. FORCADA :** La consolidation des comptes administratifs, du budget principal et des budgets annexes Eau potable et assainissement.

Le Conseil municipal doit présenter la consolidation des comptes à la suite des votes des comptes administratifs 2023, Budget principal et Budgets annexes. En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette consolidation selon les données exposées ci-dessous :

- Investissement : les dépenses déficit 2 120 341, 13 euros
- Le fonctionnement : excédent pour les recettes 6 027 629,44 euros
- Ensemble : 3 907 288,31 euros en excédent

Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur cette consolidation, de donner acte des présentations faites du compte administratif 2023, Budget principal et Budget annexe, de reconnaître la sincérité des restes à réaliser, et de voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus. Est-ce que vous avez des questions ? Je passe au vote : qui est contre, qui s'abstient ?

Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 23 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Françoise BAROUSSE du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 8 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**M. FORCADA :** Un morceau de choix : le débat d'orientations budgétaires 2024. Donc je vais vous rappeler que l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que le Maire présente au Conseil municipal dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure de la dette. Néanmoins, pour les collectivités ayant adopté le référentiel M 57, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget. Ce rapport doit donner lieu à débat au sein du Conseil municipal. L'article 107 de la loi numéro 2015-991 du 17 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la fameuse loi Notre, est venue modifier les articles du code général des collectivités locales relatifs au débat d'orientation budgétaire le DOB. Il est ainsi précisé que l'Assemblée délibérante doit désormais prendre acte de la tenue du DOB et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération qui doit faire l'objet d'un vote.

Il est donc demandé au Conseil municipal de prendre acte après la tenue du débat d'orientation bien sûr, de voter le rapport et de me charger de transmettre les documents.

Il convient d'en délibérer.

Donc ça va se dérouler en plusieurs parties, bien sûr. Pour l'essentiel au début on abordera rapidement le contexte économique, financier et fiscal pour 2024. Ensuite, les principales dispositions budgétaires et fiscales de la loi de finances 2024 et un plan d'investissement en cohérence, pardon, avec les objectifs du mandat. Je vous fais grâce du contexte international où tout se passe « bien », comme vous avez pu le constater comme moi, malheureusement, du contexte européen ayant subi les conséquences et c'est ce qui nous importe bien sûr ici, le contexte, le contexte national et local. Avec un PIB positif pour les années 2023-24 au niveau national. Vous avez vu les dernières informations avec un déficit public à 154 milliards. 5,5% de déficit par rapport au PIB. Une dette à 3101 milliards, un endettement donc, qui correspond à 110-111 % du PIB. Enfin on descend un petit peu parce que c'est vrai qu'en 2022 on était à 111,9 et en 2021 à 113% du PIB, mais ça fait une dette qui est lourde de conséquences.

Donc le gouvernement avait misé sur une croissance de 1% en 2023, comparable à celui projeté par la Commission européenne pour la France en septembre. Et ce scénario qui paraissait très optimiste n'a pas été atteint. Donc les difficultés sont aussi devant nous et on en subira les conséquences en qualité de collectivité, individuellement aussi certainement.

L'objectif de croissance du PIB : pour l'évolution, vous pouvez constater, elle reste quand même mineure pour 1% en 2024. La Banque de France prévoit pour l'inflation en tout cas, une inflation à hauteur de 2,6% soit légèrement en-dessous des prévisions issues du programme de stabilité : 2,7 %. Le Haut conseil des finances publiques considère cette projection comparable ou proche de celle effectuée par d'autres organismes. Ça peut rassurer.

Pour l'Observatoire français des conjonctures, c'est 3,6%. Et pour le Centre de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises, le REXECODE, c'est 3%. S'il y a une baisse qu'on ne peut constater bien sûr, c'est celle de l'investissement des entreprises en France qui a affiché une vigueur notable en 2022 avec une croissance à 3,8 % qui devrait maintenir une solide progression en 2023, prévoyant une hausse à 3,2 %. Mais l'horizon 24 semble plus préoccupant, car on anticipe un net ralentissement de l'investissement avec une croissance attendue à 0,9 %.

Donc ce n'est pas réjouissant, mais c'est la réalité. Une nouvelle donne pour les emprunteurs depuis un an : la conséquence, après une longue période de taux, on en a parlé il y a un instant particulièrement faible, les taux d'intérêt en zone euro ont augmenté significativement entre 2022 et 2023, sous l'impact de la hausse des prix de l'énergie. Cette hausse a poussé bien sûr la Banque centrale européenne à resserrer sa politique monétaire. Pour les initiés, l'Euribor à 3 mois, principal index utilisé sur les emprunts à taux variables, est de 3,95 % en février 2024. On s'approche des 4%...

Les taux ont suivi leur remontée sous les effets bien sûr cumulés de la croissance du PIB. Les collectivités pourront par prudence calculer donc les échéances de leurs nouveaux emprunts entre 3 et 4%. À noter que les intérêts de la dette ne représentent qu'une part très faible des dépenses réelles de fonctionnement : moins de 2% en 2021.

Voilà pour le contexte je dirais, économique général, rapidement brossé, qui a une incidence bien sûr, sur la loi de finances pour 2024.

La loi de finances pour 2024 : cette baisse que vous avez constaté de l'investissement de l'État, se traduit par des compensations avec une dotation globale de financement de fonctionnement, donc à 314 000 000 € de plus, et aussi le fond de compensation de la TVA à + 404 000 000 €. Par contre, pour la compensation de la taxe d'habitation sur les logements vacants : 24 millions de plus.

Les dotations communes, donc ça veut dire la taxation supplémentaire, on va le voir tout à l'heure. Dotation pour les communes nouvelles, ça ne nous concerne pas et la compensation des pertes exceptionnelles de la taxe foncière sur les propriétés bâties, + 3,3 millions par effet aussi de l'augmentation des frais. Donc pour l'augmentation de la DGF, la dotation globale de fonctionnement des communes, on est bien sûr touchés par la dotation nationale de péréquation et par la dotation de solidarité urbaine pour laquelle il y aura une affectation de 150 millions d'euros.

La dotation, que nous pouvons apprécier au niveau local, puisque nous sommes une commune qui délivre les titres. Les titres sécurisés, carte activité etc, c'est l'enveloppe de la dotation spéciale Hein qui est de 100 millions d'euros pour 2024 avec une progression de 47,6 millions. Alors tout n'est pas pour Lézignan, rassurez-vous on aura notre part, mais il y a quand même une augmentation donc une aide supplémentaire ; ça ne compense pas tout, mais c'est toujours un élément positif qui vient en plus de notre trésorerie. Et ça permet de payer bien sûr le fonctionnement.

Pour le fonds donc de compensation de la TVA, dans cette loi de finance 2024, l'État fait évoluer le prélèvement sur recettes de l'État de 356 millions d'euros par rapport à 2023, soit un peu plus de 7 millions de plus en 2024, suite à la réintégration dans l'assiette de l'aménagement des terrains dont le coût est estimé à 250 millions d'euros pour une année pleine.



La fiscalité, c'est la suppression de la CVAE, pour laquelle nous sommes moins concernés bien sûr, parce que c'est surtout l'intercommunalité qui la perçoit car c'est la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises principalement bien sûr. Et elle prévoit de décaler la suppression définitive de cette CVAE à l'année 2027. Ça a été repoussé et ça l'est encore.

Si le prévisionnel de la loi de finances prévoyait la suppression en 2023 à 50%, et le reste en 2024, ça a été quand même modifié.

On a la réforme aussi sur les redevances de l'eau et la publication obligatoire d'un budget vert pour les collectivités de plus de 3 500 habitants. Alors on sera friands de voir ce qu'il va contenir. À partir de cette année, le compte administratif des collectivités de plus de 3 500 habitants devront comporter une annexe intitulée « Impact du budget sur la transition écologique ». Un modèle sera fixé par décret, donc nous aurons l'occasion bien sûr d'y revenir dès qu'on aura les détails de ces éléments.

-La synthèse financière et fiscale du budget principal : une amélioration du compte administratif par rapport à 2022.

Des résultats prévisionnel 2023 et le fonds de roulement : le principal constat de ce tableau c'est la croissance du fonds de roulement sur la période, il croit de 2 millions 543 mille entre 2021 et 2023 pour atteindre 4 millions 043 mille en 2023, soit un équivalent de 8 mois de paie. Le fonds de roulement de la commune correspond à sa trésorerie disponible au moment de la coupure de l'exercice et cette hausse permettra notamment à la ville de mobiliser son fonds de roulement pour le financement de ses investissements à venir : 4 millions 042 mille euros de résultat total en report.

L'évolution des dépenses de fonctionnement : les charges à caractère général, ça ne vous aura pas échappé, qui augmentent de 623 000 euros sur la période, soit de 9,3% en moyenne par an, ce chapitre connaît une augmentation très importante en raison de son exposition à l'inflation qui persiste. Cet effet est particulièrement important entre 2022 et 2023, puisqu'on constate une augmentation sur cette période de 443 000 euros. Les autres charges de gestion courante qui augmentent de 109 000 euros sur la période entre 2022 et 23, la progression est de 44 000, et résulte essentiellement de l'augmentation des autres contributions obligatoires (+ 22 000) qui inclut l'augmentation de la participation communale à l'École Sainte Thérèse, puisque ça faisait 13 ans que ça n'avait pas été revu, afin de se mettre en conformité avec les obligations législatives, et de la contribution au SDIS (+ 23 000 euros). Alors si on reçoit la facture, on est obligés bien sûr de payer, pour assurer la sécurité du secteur, dans tous les sens du terme, et les charges financières progressent fortement en 2023, en raison notamment de l'évolution des taux pour les emprunts souscrits à taux variable, environ 40% de l'encours, se matérialisant par 303 600 euros d'intérêts, ce que vous avez repris tout à l'heure Monsieur Fumet.

La structure des dépenses réelles de fonctionnement sur le schéma, avec des charges à caractère général qui sont reprises. La structure des dépenses réelles de fonctionnement se maintient sur la période, des charges de personnel sont à souligner et qui représentent 52% des dépenses en 2023, soit un taux inférieur aux communes de la même strate puisqu'elles sont à 59%. Au global, des recettes pour l'évolution, pardon, des recettes de fonctionnement. Vous pouvez constater également quelques exceptions. Monsieur Denard l'a souligné aussi avec le produit exceptionnel de 367 000 euros.

Concernant la bonne gestion, je dirais, de la négociation pour l'installation de panneaux photovoltaïques parce que je rappelle que c'est le prix de l'immobilisation du terrain, non remboursable. S'ils ne le font pas, cela reste acquis à la collectivité. Ce qui n'est pas neutre.

La baisse des remboursements qui est aussi liée à la mise à disposition de l'ancienne bibliothèque de la Communauté de communes, qui se fait désormais sur le rythme de l'année scolaire et non plus sur l'année civile, la commune utilisant la structure durant la période estivale. On constate aussi en 2023 un important produit exceptionnel qui correspondait à cette

2e opération (+ 327 000 euros), mais celui que je voudrais vous faire remarquer se trouve sur le tableau de la page 11. Sur le tableau de la page 11, vous avez l'évolution de la fiscalité avec une stabilité en 2021, 2022 et 2023 où nous n'avons pas bougé les taux : la taxe d'habitation par exemple est à 13,89 %. Seules les bases ont évolué puisque l'an dernier, c'est 7,1 % d'augmentation que l'État a ponctionnés.

Pour le pour le foncier bâti, c'est la même chose, nous n'avons pas bougé le taux : de 2021 à 2023, c'est toujours le même. Pour le foncier non bâti c'est pareil. Les taux sont toujours les mêmes. Et pour la taxe d'habitation sur les locations pour les logements vacants, c'est toujours aussi le même taux, on est à 13,89. Et le coefficient correcteur, le « coco » comme on l'appelle, c'est ce que l'État ponctionne et vous voyez que ça se maintient à peu près avec une augmentation bien sûr en 2023, puisque c'est 1 728 000 euros qui nous sont prélevés sur l'ensemble des produits fiscaux.

Alors un point quand même, intéressant : je pense qu'il est nécessaire de le souligner en ce qui concerne la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, au combien sensible. Fixez donc par la Communauté de communes à partir de données fiscales propres à chaque commune membre, le taux 2023 fixé à 13,7 % sera maintenu en 2024. On n'a pas besoin de l'augmenter grâce aux efforts de gestion concertés des 2 collectivités, mais aussi grâce aux efforts de tri de la population qui permettent de contenir l'évolution des couts de traitement. Le business est devenu un petit peu plus vertueux. C'est un constat ou une question, vous l'appréciez, mais dans tous les cas, financièrement, ça se retrouve et c'est à notre bénéfice à tous. Donc continuons dans cette voie, je ne peux que tous vous encourager.

L'évolution de la dotation globale de fonctionnement. Donc la dotation forfaitaire se réduit en raison d'une réduction de la population de la ville et également, donc cela a une incidence. Vous voyez que les montants qui sont attribués et bien sûr, là on n'a pas de possibilité propre que celui d'augmenter la population, de façon je dirais, économique.

Pour l'évolution des soldes intermédiaires de gestion, on voit l'évolution de l'épargne brute, ça a déjà été évoqué tout à l'heure. Après une baisse en 2022, l'épargne brute incluant les charges des produits exceptionnels, est croissante entre 2022 et 2023 avec + 448 000 euros. Sur ce tableau, on a l'évolution de l'épargne brute, hors exception. Donc cette baisse d'épargne brute s'explique par une hausse plus rapide des dépenses de la ville, hors exceptionnelle (3,3%) que des recettes hors exceptionnelles (3,1%).

Les résultats de l'impact de l'inflation sur les finances de la ville impliquent le constat selon lequel les recettes ne suivent pas le même rythme. La baisse de l'épargne brute retraitée entraîne en 2023 une baisse du taux d'épargne avec un taux se situant à 14,3 %. La ville a un taux proche des villes de taille comparable puisque les autres sont à 14,4. Donc, vous voyez, on se maintient quand même dans le même créneau. L'épargne nette correspond à l'épargne brute à laquelle on soustrait le remboursement du capital de l'emprunt sur l'exercice. Elle reflète ainsi la capacité à financer directement les dépenses d'équipements. Le montant de l'épargne nette retraitée hors dépenses et recettes exceptionnelles diminue entre 2022 et 2023 en raison de l'épargne brute plus basse qui était moins de 53 et du remboursement du capital de l'emprunt plus important de 38 en 2023, 38 000 euros. Le taux d'épargne net retraité de la ville de Lézignan-Corbières est de 6,86 % en 2023, soit un taux inférieur aux 7,74% des communs de la même strate de population. Là, on est moins vertueux.

Pour la partie fonds de compensation de la TVA : il est en baisse en raison de la réduction de l'investissement en 2022. Vous avez le détail de l'ensemble des dépenses réelles pour les 3 millions qui ont été mandatés. Vous voyez que concernant les écoles notamment, il y a un budget assez conséquent qui a été consacré puisque c'était pour les écoles 578 809 euros. Et 444 735 euros qui ont été réalisés, et mandatés pour 345 000 euros, et donc un engagement qui n'a pas été réalisé de presque 100 000 euros.

Pour ce qui est du mode de financement de ces investissements qui dépassent l'investissement, vous l'avez vu hors dettes : dépenses d'investissements pour 2023 : 1 million

et 947 000 euros ; autres dépenses dont 66 000 euros, recettes d'investissement, 969 000 euros, charges nettes d'investissement : 1,64 million euros.

Et pour l'épargne brute : 2 589 000 euros.

Variation de la dette : l'incidence – 1 070 000 euros, c'est le montant des remboursements du capital, bien entendu. Alors vous voyez que pour la structuration du mode de financement, l'épargne nette est importante, en 2023, pour 1 520 000 euros, il va rester un peu du Fonds de roulement puisqu'on y consacre 456 000 euros. Les recettes pour 968 000 et pas de recours à l'emprunt.

Donc on agit disons avec prudence, pour avancer dans nos investissements, avec un programme qui pour 2024, à la page 16, qui est de 5 845 000 euros. L'essentiel se positionne sur les déplacements de voirie, dont le Cours de la République bien sûr pour 2 millions.

L'habitat et cadre de vie, gestion mais aussi maîtrise des ressources, ça c'est pour les investissements divers et variés de véhicules et autres, entretien et valorisation du patrimoine. Dans l'état où il est-il est nécessaire de faire des travaux, on s'en passerait mais il faut le faire (1 320 000 euros).

Et ensuite, Enfance/social, et Aérodrome et projets structurants pour 215 000 euros, ce qui fait au total de presque 6 000 000 d'euros à investir.

Donc ce sont six axes qui sont développés.

Vous avez vu un détail dans le tableau qui est en annexe : pour le déplacement et voirie, vous avez le détail avec le Cours de la République à 2 millions d'euros, les voix douces pour 30 000 euros, l'aménagement du parking du Tournedos, 70 000 euros.

Le programme annuel de renforcement des voiries, il y en a pour 850 000 euros en 2024 toujours. Pour la sécurité et les abribus que nous allons également réaliser, il y en a pour 60 000 euros. L'habitat et cadre de vie : 810 000 euros au global, la gestion maîtrisée des ressources, c'est à dire le matériel de propreté et sécurité, le relamping pour 100 000,00 euros et pour le parc auto immatériel roulant, il y en a pour 100 000 euros ; l'entretien et la valorisation du patrimoine donc 1 320 000 euros : démolition du bâtiment, parking tournedos, ça c'est le parking Corbières, cette année. On a la démolition et l'aménagement pour 120 000 et 70 000 pour l'aménagement. Les toitures au pluriel et menuiseries des bâtiments communaux, école Mistral qu'il faut terminer, école Daudet, maison Gibert, le Conti : il y en a pour 500 000 euros. La réparation et la structuration de bâtiments communaux, il y en a pour 250 000 euros et puis les réhabilitations du centre-ville et il y en a pour 100 000 euros ; les travaux de réhabilitation du centre-ville et les subventions façades notamment (alors il y a un budget qui y est consacré de 300 000 euros) et un petit budget de 50 000 euros pour l'Église avec des travaux à faire d'urgence.

Ensuite, « Enfance et social », il y en a pour 225 000 euros. Et l'aérodrome aussi, puisque cette année, il faut qu'impérativement, nous fassions des travaux sur la piste. Elle est faïencée et il faut impérativement, si on veut assurer la sécurité et le fonctionnement, réduire toutes ces fractures qu'il faut combler. Ce programme annuel de la section de fonctionnement peut être qualifié de prudent pour les dépenses de fonctionnement dans ce contexte d'une inflation qui ralentit mais qui continue à être importante, l'augmentation des charges à caractère général se fait notamment ressentir sur les dépenses énergétiques, électricité, carburant. Celles-ci seront abondées de façon importante tout en prenant en compte bien sûr ce qui a été réalisé en 2023.

Les charges de personnel aussi, qui sont presque à 400 000 euros, de réalisés, à reporter en 2023. À l'horizon 2026, la prospective retient une évolution de 2,5% de charges du personnel et 1,9 % des charges à caractère général. C'est le caractère prudent de cette évaluation, ces évolutions qui sont constatées et en tout cas qui sont en perspective.

À la page 21, on arrive aux recettes de fonctionnement. Au global, les recettes de fonctionnement sont projetées prudemment aussi avec une réduction de 603 000 euros entre 2023 et 24, soit une baisse d'environ 4%. Les perspectives à horizon 2026, qui sont reprises également : on reste très prudent s'agissant de ces perspectives, les hypothèses retenues concernant cette évolution des recettes est particulièrement prudente avec uniquement 0,4 % en 2025 et environ 0,8 % en 2026.

Les grands équilibres financiers et les soldes intermédiaires de gestion : pour l'épargne brute, vous voyez l'évolution avec la baisse en 2024 et les recettes provenant du budget principal sont projetées avec prudence et font partie de la tranche basse et sur du produit dont bénéficiera la commune en 2024. Il ne faut pas rêver... les dépenses provenant du budget prévisionnel sont aussi projetées avec prudence. Il convient de souligner que la mobilisation de l'emprunt sera calée en fonction des subventions obtenues et pourra être levée sur l'exercice en cours et sur l'exercice suivant. On a opté pour une option : celle de l'utilisation sur 18 mois, donc ce sera obligatoirement sur 2 exercices, ce qui nous permettra d'ajuster au mieux le besoin et de réduire éventuellement si les subventions sont au rendez-vous. Cela permettrait de réduire, je dirais, le montant de l'emprunt. Pour les budgets annexes, Eau potable : l'année 2023, est marquée par un retour au-dessus de 500 000 euros de recettes de fonctionnement. Cela résulte du décalage instauré par la nouvelle DSP de 2022 dans la perception de la surtaxe de l'exercice N à l'exercice N+1 qui a été créé de facto et qui crée une variation de la collecte de recettes d'une année sur l'autre.

Sur ce budget Eau potable, un point quand même qui est important : ce que, en tout cas, les experts regardent avec un œil avisé, c'est le taux de rendement. C'est à dire la fiabilité du réseau. Donc pour éviter d'avoir évidemment des pertes, des fuites, qui ont été déjà conséquentes dans le passé et qui aujourd'hui se retrouvent avec un taux de rendement à Lézignan de 74,4% pour les données de 2022, je n'ai pas encore les données 2023. Le taux qui normalement devrait être celui de la strate, et défini par le Grenelle, c'est 69,16 %. Donc on est à un peu plus de 5 points au-dessus. Le réseau est dans un état correct, je dirais, et vous le savez puisque vous en êtes les bénéficiaires. Cette année 2023 a vu l'équipement de la totalité des logements de Lézignan avec des compteurs connectés. Il reste une dizaine de bâtiments qui ne l'ont pas été, faute d'avoir pu y accéder. Mais bon, c'est mineur par rapport à la totalité, ce qui nous a permis d'ailleurs d'avoir une réactivité du délégataire, Véolia, pour ne pas le nommer, sur des fuites conséquentes puisqu'il y a des compteurs connectés individuels. Il y a aussi des compteurs connectés de secteur. Donc quand dans un secteur, on trouve qu'il y a une fuite, et bien le compteur de secteur l'enregistre ; et comme il y a une veille, Véolia peut intervenir rapidement, ce qu'ils ont déjà fait du côté de Beslile, où il y avait une fuite relativement conséquente sur un réseau important, sur une conduite importante, et elle a été jugulée dans la journée. Donc ça nous permet d'avoir un gain relativement conséquent à ce niveau-là.

Pour le budget Assainissement, en 2023 les recettes de fonctionnement dépassent les dépenses de fonctionnement. Elles ont été instaurées par la nouvelle DSP dans la perception de la surtaxe. Donc je dirais que là-dessus, il n'y a pas d'autres éléments je pense à vérifier.

On passe après sur la politique en matière de ressources humaines. Sur la politique de ressources humaines où le constat qu'on peut faire, c'est qu'il y a un équilibre d'équité homme/femme pour les années 2021, 22 et 23 donc avec : 79 hommes et 78 femmes en 2021, 77 hommes et 78 femmes en 2022 et 69 hommes et 72 femmes en 2023. Donc là je crois que c'est assez bien. Sur la structure des effectifs, si on note une baisse des effectifs de 8,6% entre 2022 et 23, donc une baisse importante de 30,4% des agents contractuels, cette situation s'explique par une diminution du nombre de saisonniers. On emploie moins de saisonniers. Il faut aussi noter que les effectifs contractuels concernent majoritairement des contrats temporaires de remplacement afin de pallier les absences pour raisons de santé, notamment au sein des écoles.

Dans la fonction publique territoriale, la proportion des femmes était établie par l'Insee à plus de 60% des agents titulaires et stagiaires, contre 45% pour la collectivité en 2020. Alors vous voyez que l'équilibre est correct sur ce que je viens d'évoquer, c'est-à-dire sur la présentation hommes/femmes en matière d'équité.

La structure de la rémunération et l'évolution prévisionnelle : vous avez le chapitre 12, bien sûr, charges du personnel qui se réduisent entre 2021 et 2022 de 117 000 euros. Cette baisse s'explique par la réduction des agents au sein de la collectivité, tout simplement.

L'évolution des rémunérations hors cotisations. Vous le voyez aussi, nous avons une baisse de 2,3% en 2023 par rapport à 2022, elle est aussi liée à la réduction du nombre des agents au sein de la collectivité.

L'absentéisme : on constate la baisse du nombre de jours d'absence, c'est à dire presque 14% de moins donc par rapport au nombre de jours comptabilisés entre 2021 et 2022.

Et l'année 2023 est également marquée par une progression du nombre d'absences longue durée, en lien avec une requalification par le Conseil médical d'un congé longue maladie, en congé longue durée. Subtilité de langage... Pour les heures supplémentaires, vous avez vu qu'il y a une baisse également puisque le nombre d'agents concernés a baissé. On est passé de 112 en 2021, à 100 en 2022 et à 77 en 2023, avec un nombre d'heures aussi bien sûr qui a décliné. On était à 7320 h, on est passé à 7668 en 2022 et on est à 5538 en 2023. Donc l'augmentation que vous pouvez constater donc en 2022, c'est l'année de l'exceptionnel puisque nous avons eu l'organisation des élections présidentielles et législatives. Et également une reprise des manifestations sur le territoire, donc une mobilisation plus importante que d'habitude. En termes de temps de travail, rien de particulier, 365 jours donc on est à 1607 heures, le temps légal. Et pour 2024, Et bien nous aurons le bonheur d'avoir un jour de plus puisque c'est une année bissextile.

La gestion de la dette pour le dernier tableau : répartition, diversification et gestion du risque. L'encours est de 14 619 731 euros en 2022, et passe à 13 331 944 en 2023. Donc vie moyenne de 7 ans et 7 mois. Au 31 décembre, l'encours consolidé s'établissant à 13 332 000 euros arrondis. Le taux moyen pour l'exercice en cours est de 2,52 %, soit une augmentation d'un point de pourcentage entre 2022 et 2023. Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit comme je vous l'ai déjà indiqué en 2023, et le Crédit Agricole reste le premier partenaire de la ville financier, devant la Banque postale et la société générale principalement.

La dette en 2023 : le taux est représenté par presque 60% de taux fixe et 40% de variable. Voilà pour la répartition de la dette. Et cette évolution est importante aussi puisque malgré la baisse de l'épargne brute et de la capacité de désendettement de la commune, ça se traduit par un rapport 2022 à 4,6 annuités. Ça veut dire que si on consacrait notre budget à notre épargne on la rembourserait, on rembourserait la totalité de la dette en moins de cinq ans. Sur toute la période donc, la capacité de désendettement de la commune reste bien en dessous du seuil prudentiel fixé entre 12 et 15 années. Donc nous empruntons à bon escient et nous utilisons au mieux le budget de la collectivité.

Et vous avez le dernier tableau qui est le profil d'extension de la dette au 31 décembre. En bleu, c'est le budget principal. Et en rouge, vous avez l'eau potable et en vert l'assainissement puisque vous savez qu'en 2026, nous transférons la compétence, enfin, si tout est toujours conforme à cette perspective, nous transférerons à la Communauté de communes, comme toutes les autres collectivités d'ailleurs, aux agglos ou aux collectivités de communes, la compétence Eau et Assainissement.

Voilà pour le Rapport d'orientations que je sou mets à votre questionnement, interrogations et observations diverses.

**M. PÉNAVAIRE :** Merci. Donc je veux intervenir dans ce débat à partir de ce Rapport d'Orientations Budgétaires. Alors tout d'abord en m'interrogeant sur la phase écrite, en commentaire, page 22, je cite : « la mobilisation de l'emprunt en 2021 et 2022 a conduit à faire

significativement progresser le fonds de roulement ». Or le fonds de roulement, déjà alimenté par l'emprunt, va se retrouver à 0 selon le tableau de la page 24 au 31 décembre 2024. Donc dans ce cas, on est en droit de se demander s'il a déjà servi pour faire progresser le fonds de roulement, à servir l'emprunt de 2 millions d'euros projeté en 2024, qui en fait est là pour payer les travaux du Cours de la République. Est-ce que cet emprunt servira aussi à inventer le fonds de roulement ? Et dans ce cas également, nous avons clairement trouvé des difficultés de trésorerie en début 2025. En plus, avec comme il est indiqué pas le 28, la prévision n'est pas nette négative en 2024. Donc nous considérons que tout cela témoigne d'une gestion financière aux abois avec des difficultés pour recourir à l'emprunt et un défaut des investissements préjudiciables à notre ville, comme cela a été dit précédemment par Bernard Fumet et Thierry Denard. Et puis. Il faut s'interroger sur les travaux du cours de la République et sur leurs couts véritables, et les surcoûts et multiples questions. Bon, vous avez répondu sur les fouilles préventives qui vont avoir lieu en septembre. Nous nous posons des questions, est-ce que les marchés sont passés ? Quels sont les résultats des prélèvements faits post-mortem sur les souches des arbres ? Sur quel projet vont se faire les travaux, dans quel délai et après quelles informations et quelles concertations publiques et citoyennes ? On a vu qu'il était prévu de budgétiser 300 000 euros pour indemniser les commerçants du Cours de la République. Je pense que ce serait un bon signal à envoyer aux commerçants du centre-ville que d'affecter ce montant provisionnel, c'est un très bon signal, parce que je pense qu'il y a vraiment besoin urgent de le faire. Ensuite, de savoir quelle essence d'arbre on va replanter. Qui veut se dépêcher de couper une belle rangée de platanes alors qu'une ville des Pyrénées Orientales a été obligée de couper ces micocouliers, ces arbres que vous avez tant vantés il y a quelques mois. Pourquoi ? Parce que leurs racines soulevaient le sol et que c'était la critique aux formes liées vis-à-vis de nos platanes.

Je vous ferais remarquer aussi, vous le constatez, que nous nous préoccupons beaucoup de notre ville et de son avenir, du combat résolu qu'il faut mener contre les conséquences du dérèglement climatique et que nous sommes dans la même proportion, inquiets de l'état dans lequel vous la mettez, et donc nous demandons une transparence, une véritable transparence quant à votre projet de rénovation du Cours de la République et de son coût, l'établissement évidemment de ce d'un budget prévisionnel tenant compte de tous ces éléments dont vous nous parlez dans ce rapport, et budget surement, que vous ne manquerez pas de présenter lors du budget primitif. Et puis dans ce rapport, il n'est jamais évoqué la question de la crèche intercommunale et de l'auditorium. Alors « un terrain et c'est fait ». C'est quand même intéressant... L'intercommunalité qui vous demande depuis pas mal de temps maintenant, prend en charge l'investissement et le fonctionnement et c'est quelque chose de très important. Alors nous avons été nombreux à nous réjouir de la construction du fonctionnement de la crèche de Roubia. Et nous savons que les familles de Lézignan ont un besoin vital de crèches comme celle-là. Et on voit bien que quand il y a de la bonne volonté, les choses se réalisent et peuvent voir le jour rapidement, comme cela a été le cas pour les déchetteries que nous avons inaugurées il y a peu. Je constate que vous faites faire des études onéreuses sur un terrain de l'ancienne distillerie pour établir une cité éducative dans l'avenir, mais c'est un terrain qui ne nous appartient pas et je ne vois pas non plus de budget qui est prévu pour cela. Peut-être que je me trompe. Donc ce rapport, nous ne pouvons pas le voter. Pour nous, il sert tout simplement à masquer les difficultés budgétaires dans lesquelles vous vous êtes mis ; le défaut d'investissements manifeste préjudiciable à notre ville, et le fait que vous préparez votre programme pour la prochaine mandature. Ce rapport, il nous dit 2 choses : en premier, il nous dit « au secours ! » pour la première partie et en deuxième, mais faut-il le croire, il nous dit : « demain on rasera gratuit » ...

**M. FORCADA :** Vous avez de l'expérience en ce domaine, c'est pour ça ?

**M. PÉNAVAIRE :** Bah écoutez, mon expérience est faible comparée à celle que vous vivez tous les jours.

**M. FORCADA :** Oui, en vous regardant évidemment, hein, bien sûr.

**M. PÉNAVAIRE :** Évidemment, je ne peux que vous regarder faire moi...

**M. FORCADA :** Je vois que vous vous exprimez un bon comptable. Il y a pas mal de travail encore à faire dans ce domaine-là, donc je vous invite effectivement à investir les comptes d'une collectivité, d'une entreprise, quelle qu'elle soit, pour pouvoir arriver à les analyser avec un œil éclairé, mais ça, ce sera du temps perdu peut-être.

Pour tous les autres points que vous évoquez aussi, avec la crèche l'interco, l'auditorium..., vous oubliez bien des choses. Bien sûr que vous n'êtes pas informés peut-être. Mais les terrains sont déjà identifiés. L'interco a déjà eu aussi des informations et on a échangé largement sur ces sujets-là. Donc après, c'est la partie « mise en œuvre, géomètre etc... » qui doit rentrer en ligne de compte. Pour moi ça ne pose pas de problème particulier, ils savent pertinemment où ils vont mettre l'auditorium, à côté de la gendarmerie. Donc c'est bien identifié, c'est bien quantifié. Pour les terrains il n'y a pas de problème, je ne vois pas où il est, en tous les cas.

Pour la distillerie, il ne vous a pas échappé que nous sommes tenues, toutes les collectivités, par la « loi ZAN », Zéro Artificialisation Net. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que l'extension de la ville est limitée, et qu'en 2030, et bien, il n'y en aura plus. Ça veut dire que tous les terrains qui sont extérieurs à la ville aujourd'hui, on peut encore en lotir une partie, grosso modo une dizaine d'hectares, extérieurs à la ville, mais tout ce qui est à l'intérieur de la ville, il y a aussi des dents creuses, et on peut considérer, j'espère que ça le sera toujours, la distillerie comme étant une dent creuse et que ses 7 hectares seront profitables pour la collectivité, pour que dans l'avenir on puisse y faire, pas nous en direct, mais des investisseurs ou des bailleurs sociaux, qui pourront intervenir pour devenir propriétaires évidemment d'une partie, et de construire des appartements pour accueillir la population qui en a bien besoin. Parce qu'aujourd'hui, si le développement de l'économie a fait que, c'est une bonne chose, on a aujourd'hui des zones, même si elles sont mal réparties, mais elles existent, des zones économiques, mais le cœur de ville est en déconfiture complète depuis des décennies. Et l'état des lieux que vous nous avez laissé, est bien été dégradé, c'est comme ça, on en fait le constat. Puis une fois qu'on a fait le constat, on fait autre chose, donc on a besoin de ces terrains, on a besoin de cette évolution possible de notre population, puisque si on accueille dans les années à venir la population qui est prévue pour investir les terrains économiques, les 30 hectares de l'intercommunalité, avec les entreprises, ça veut dire que des familles et des employés seront là, des familles seront là. Ça fait et vous le savez pertinemment, je l'ai déjà dit et je ne suis pas le seul à le dire c'est 3000 à 3500 personnes de plus. Alors pas qu'à Lézignan, certainement, mais sur notre territoire lézignanais et aujourd'hui on n'a pas de logement à Lézignan. On est en déficit complet.

Malgré que nous ayons mis en œuvre une politique de réhabilitation avec l'autorisation préalable de mise en location, le permis de louer, où depuis les trois dernières années, on a dû à peu près faire 800 dossiers, qui ont permis de vérifier l'aspect de salubrité de l'ensemble de ces logements. Certains étaient conformes, mais beaucoup ne l'étaient pas. Donc il faut œuvrer sur l'ancien mais il n'est pas extensible et pour l'avenir, on se doit de le prévoir.

Donc pour construire par définition, soit vous le faites en hauteur, mais ce n'est pas tellement l'objectif que nous souhaitons, soit vous le faites sur les terrains qui pourraient être disponibles. Si vous n'en avez pas, vous ne pourrez pas accompagner le développement économique. Ou alors on aura que les personnes qui habiteront à Carcassonne, à Narbonne ou je ne sais pas, plus loin peut être, et qui ne seront pas peut être amenées à vivre et à consommer sur place. L'important nous, pour notre équipe, c'est que les habitants de Lézignan et les futurs

résidents lézignanais puissent trouver les services publics d'une part et bien sûr tous les autres attraits nécessaires et utiles à la vie d'une société constituée correctement. Pour les platanes, vous savez, vous écrivez quelques lignes de plus, après avoir allumé la mèche, que vous avez passée à l'association nommément désignée. Ça les amuse peut-être, je ne sais pas s'il se trouve un intérêt dans les « petits bonhommes verts » ? Moi ça ne m'amuse pas particulièrement. La nature, c'est dans notre nature, donc si on aime la société et si on aime l'environnement, on la préserve et on la fait évoluer, et on la fait évoluer dans le sens de l'histoire. Donc on rénove la ville, on aménage la ville, on verdit la ville. Et quand on aura fait la désimperméabilisation du Cours de la République, puisque c'est, je vous rappelle, c'est 800 m<sup>2</sup> de bitume que vous avez mis, et que nous allons enlever, dont 800 m<sup>2</sup> qui vont être végétalisés en cœur de ville avec 24 arbres qui vont être plantés pour 9 qui ont été supprimés, 24 à cet endroit-là. Il y a d'autres endroits où il y aura d'autres arbres, mais ça vous le verrez en temps opportun. Donc que ce soit les terrains, que ce soit que vous souciez du climat après tous les arbres que vous avez abattus dans votre carrière politique, je pense que le match pour nous est perdu. Mais bon, ce n'est pas bien grave, on peut s'en amuser, mais ça reste quand même quelque chose de sérieux pour tout le monde. Donc le restant, on s'en accommode. D'autres remarques ?

**M. PÉNAVAIRE :** Est-ce que je peux dire un mot si vous permettez ?

**M. FORCADA :** Je vous le permets.

**M. PÉNAVAIRE :** Je vous remercie. Donc on parle d'un rapport qui est là, qui est ce que vous nous avez exposé, et dans lequel il y a des prévisions. Ce que vous venez de nous dire n'est pas dans le rapport. Sauf à la fin, où vous parlez de 24 arbres qui vont être mis et puis une rénovation, pas de problème. Moi je vous parle d'une crèche, d'une crèche qui pourrait être faite avant la fin de la mandature et vous nous avez expliqué là que ça se fera après. C'est ce que vous me dites hein ? Je pense ? donc ça...

**M. FORCADA :** Non mais attendez. L'affaire, ce n'est pas moi qui vais la faire la crèche, hein ?

**M. PÉNAVAIRE :** Mais je le sais, mais c'est sur un terrain que vous donnerez.

**M. FORCADA :** Non, non, non, vous vous trompez là...

**M. PÉNAVAIRE :** Ah je me trompe ?

**M. FORCADA :** La crèche que veut faire l'interco est sur un terrain qui appartient à l'interco.

**M. PÉNAVAIRE :** Oui mais c'est sur un terrain, comme pour la déchetterie, ce sont des terrains qui peuvent quand même être donnés par la municipalité que je sache, c'est quand même quelque chose qui se fait...

**M. FORCADA :** Non, vous vous trompez complètement. Quand on est propriétaire d'un terrain, le projet se fait sur le terrain.

**M. PÉNAVAIRE :** Mais c'est bien que les choses soient claires. C'est à dire qu'il peut y avoir un terrain, il peut y avoir une crèche construite, et elle ne le sera pas. C'est ce que vous nous dites-là. Et je crois qu'il faut que les lézignanais en soient avertis et que c'est une décision politique de votre part. Et ensuite, sur ce rapport, ce que vous avez dit n'y est pas, ce que vous venez de dire n'y est pas. Et donc pour moi, ça confirme parfaitement les conclusions que j'ai



données, à ce, à ce que j'ai dit, c'est à dire qu'il y a un constat d'une réalité actuelle et une perspective pour l'avenir que vous venez de nous tracer. Donc je vous remercie d'avoir dit exactement ce que j'ai dit moi-même.

**M. FORCADA :** Si vous vous remerciez vous-même, c'est une bonne chose.

**M. PÉNAVAIRE :** Et je me sens pas du tout comptable des abattages d'arbres et qui y sont passés et je vous promets...

**M. FORCADA :** Les promesses n'engagent que ceux qui les croient.

Donc on passe à autre chose de plus sérieux, donc est-ce qu'il y d'autres remarques ?

Donc je passe au vote, en tous cas, je donne acte que le débat a eu lieu, et vous propose de voter le rapport d'orientations budgétaires présenté en annexe. Donc, qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 9 voix contre (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan » )**

**M. FORCADA :** Le dossier suivant : acompte de subventions aux associations sur le budget 2024.

Donc le Conseil municipal, en son temps, a approuvé la signature des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les associations les plus importantes de notre ville, et ce en application de la loi du 12 avril 2000. Le Conseil municipal a été sollicité pour reconduire ce dispositif. Et avec son accord, ces conventions prévoient dans leur article 4, la possibilité de verser des avances avant le 31 mars de l'année et le vote du budget et la possibilité de payer les subventions par acompte en vertu de l'article L 1621-1 du CGCT et en application de ces conventions ainsi que de la jurisprudence, il est demandé au Conseil municipal d'approuver le versement des avances sur les subventions au profit de l'association suivante, signataire des conventions sur le budget 2024 : Prom'Aude, pour au montant de 10 000 €. Cette avance sera prélevée sur l'article 65748 du budget principal 2024 et déduite du montant définitif de ces subventions qui seront validées à l'occasion du vote du budget primitif 2024. Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le versement d'acompte des subventions 2024 pour un montant de 10 000 € à l'association Prom'Aude ; de dire que les crédits seront inscrits au budget principal primitif 2024 au compte 65748 et de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Des remarques ?

*[Le Directeur général des services fait remarquer que M. Freddy NOLOT est impliqué dans le Conseil d'administration de Prom'Aude et que par conséquent, sa procuration ne sera pas prise en compte dans le vote]*

**M. FORCADA :** Merci. On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** La fixation des durées d'amortissement des biens dans le cadre de l'instruction budgétaire, M 57.

Donc, considérant que la mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations ; considérant que le champ d'application reste défini par l'article. R 2321-1 du CGCT fixant les règles applicables aux amortissements des communes ; considérant que les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens pour l'Assemblée délibérante à l'exception des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans, des frais d'étude, des frais non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans, des subventions d'équipements versées qui sont amorties sur une durée de 5 ans pour le financement des biens matériels et mobiliers et sur une durée de 30 ans pour le financement des biens immobiliers. Pour les biens de faible valeur, inférieure à 1000 €, l'amortissement sera effectué en une année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur, dès qu'ils seront totalement amortis, c'est à dire au 31 décembre de l'année N+1 de leur acquisition. Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation. Il est proposé d'harmoniser les durées d'amortissement appliquées avant le passage de la M 14 à la M 57, selon le tableau ci-joint.

Alors vous avez pris connaissance du tableau : pour les immobilisations incorporelles c'est, 10 ans pour les frais relatifs aux documents d'urbanisme, 5 ans pour les frais d'études, recherches, insertion ; 15 ans pour les collectivités à statut particulier, bâtiments et installations, 5 ans pour les subventions, logiciels, mobilisations incorporelles et ensuite, si vous en avez pris connaissance, toutes les immobilisations corporelles entre 1, 5, 10 et 15 ans.

Donc il est demandé au Conseil municipal : d'adopter le principe de l'amortissement au *pro rata temporis* et de fixer une durée d'amortissement par nature de biens comme récapitulés dans le tableau, de fixer à 1000 € le seuil des biens de faible valeur en dessous duquel l'amortissement sera réalisé.

Vous avez des questions ? Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Adoptée à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** L'affectation annuelle des véhicules par utilité de service. Vous avez un tableau en annexe, donc je reprends tout simplement que le Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que selon les conditions fixées par une délibération annuelle, le Conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leur mandat ou de leurs fonctions le justifie. Donc il est proposé au Conseil municipal de valider le dispositif d'utilisation des véhicules de service dans les conditions

décrites dans le tableau annexé ; et de m'autoriser à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Donc il y a 7 bénéficiaires d'utilisation des véhicules si vous avez regardé ce tableau. On peut se faire un petit plaisir puisque nous avons fait l'acquisition d'une Ferrari...de type Gianni, c'est une voiture neuve. Mais je vous rassure, il n'y a pas de petit cheval en emblème sur le capot. Dommage ! Une poly benne aussi et un aspire feuille. Mais on n'a pas le droit de le prendre à la maison toutefois !

Voilà, il y en a 7 qui sont concernés par cette ces autorisations qui sont d'abord à présenter au Conseil municipal.

Vous avez des questions ? Je passe au vote : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** La modification du plan de financement des travaux du Cours de la République.

Initialement donc, par la délibération du 8 décembre 2022, on avait un coût prévisionnel à 378 000 euros pour les réseaux. Le coût de prévision des travaux ayant évolué puisqu'on a eu aussi quelques surprises avec le pluvial, qui n'était pas dans un très bon état, pour le coût de 433 600 euros hors taxes.

Donc vous voyez que les sollicitations pour l'instant au niveau du département, c'est 10% et 30% pour l'Agence de l'eau, l'État et la commune, ce qui ferait une subvention théorique de 43 360 euros pour le département ; et 130 080 euros pour l'Agence de l'eau, l'État et pour la commune. Donc il est proposé au Conseil municipal le plan de financement indiqué, que je viens d'évoquer.

Est-ce qu'il y a des questions ? Mais bien sûr.

**Mme COURRIÈRE-CALMON :** Voilà, vous nous faites un récapitulatif des recettes prévisionnelles établies entre le département, l'agence de l'eau, l'État et la commune. On remarque que l'État a diminué sa participation de 40 à 30%. Et que la commune a augmenté d'autant de 20 à 30%, c'est à dire déjà un dépassement de plus de 55 000 euros pour la commune. Nous sommes toujours déçus par le fait de n'avoir aucune information au niveau des commissions sur ces plans de financement et cette absence de concertation qui est toujours présente dans les décisions que vous prenez. C'est pour ça qu'on va s'abstenir.

**M. FORCADA :** Si vous souhaitez abonder, n'hésitez pas, hein ?

Donc je passe au vote. Qui est contre et qui s'abstient ? Je vous remercie. Adoptée.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et**

**Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 9 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe« Expérience et progrès pour Lézignan »)**

Dominique PAILHIEZ, s'il vous plaît, pour le dossier sur l'approbation du contrat de ville.

**Mme JOLIS-PAILHIEZ :** Merci, Bonsoir.

Lézignan-Corbières entre pour la seconde fois dans la géographie de la nouvelle politique de la ville. La loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a redéfini le cadre de la politique de la ville, politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est depuis lors conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines, mais aussi d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

*« Favoriser l'émancipation par l'éducation, l'emploi, l'entrepreneuriat, la sécurité, la qualité architecturale et la transition écologique, la lutte contre les discriminations »* est l'ambition que porte le président de la République à travers la démarche « Quartiers 2030 ». Après le lancement du plan Quartiers 2030 par le président de la République à Marseille le 26 juin 2023, le comité interministériel des villes du 27 octobre 2023, puis la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains, l'instruction relative à la gouvernance des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 » du 4 janvier 2024 précise les contours de structuration des prochains contrats de ville 2024/2030 : Mobilisation de l'ensemble des partenaires intéressés à la politique de la ville, Fin des piliers et resserrement sur des priorités locales, Mobilisation des acteurs, publics mais aussi privés, pouvant prendre une part active aux actions menées dans les quartiers et s'engager contractuellement, Région, Départements, acteurs de l'éducation et de l'emploi, acteurs de l'action sociale, de l'animation culturelle et sportive sont fortement invités à s'impliquer dans la vie de ce contrat de ville 2024/2030, L'impératif d'associer les habitants et les usagers des quartiers à la définition des contrats de ville puis à leur mise en œuvre, avec le développement d'un volet « participation citoyenne », Les collectivités sont encouragées à aller chercher les publics les plus éloignés des dispositifs de concertation.

La nouvelle génération des contrats de ville « Engagements quartiers 2030 » prévoit en priorité la mobilisation des interventions des institutions dans le cadre de leur droit commun. Les financements spécifiques accordés dans le cadre du présent appel à projets viennent en complément des crédits de droit commun. La nouvelle géographie prioritaire est établie en référence au décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023, modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains. Le quartier « Centre-Ville » de Lézignan-Corbières est intégré dans cette géographie prioritaire. Selon ce décret, le choix des quartiers est effectué selon un indicateur unique à savoir le seuil de population à bas revenu, soit les ménages dont le revenu par unité de consommation est inférieur à 60% du revenu fiscal médian de référence. Ceci est assorti d'un critère de peuplement qui correspond à une aire urbaine de plus de 10 000 habitants dans lequel le quartier prioritaire doit s'inscrire, ce dernier devant abriter au moins 1000 habitants. La population du quartier du centre-ville de Lézignan-Corbières est estimée à 3 059 habitants.

La ville de Lézignan-Corbières, l'Etat, ainsi que les autres partenaires signataires ont mis en œuvre la Politique de la Ville à travers un premier contrat de ville élaboré pour la période 2015-2020. L'évaluation finale de ce premier contrat de ville a permis de dégager des axes de développement pour les années futures : Poursuivre l'ambition de renforcer le mieux-vivre

ensemble et la mixité, Développer « l’aller-vers » et impliquer toujours davantage les citoyens dans la vie de la cité et de leur quartier, Renforcer les partenariats, impliquer les entreprises dans l’accès des jeunes à l’emploi, Renforcer l’accompagnement à l’accès aux droits, Impliquer davantage les parents dans la réussite éducative de leurs enfants.

Le lancement du nouveau contrat de ville s’inscrit dans une ambition politique plus globale de la commune pour le quartier du centre-ville et repose sur quatre ambitions principales : Éducation, prévention de la délinquance et insertion de la jeunesse, Attractivité commerciale, Valorisation et développement des métiers d’art, Tranquillité publique du centre-ville.

Conformément à l’article n°1 de la loi Lamy, la politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle doit assurer l’égalité entre les territoires, réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Elle se fixe 10 principaux objectifs : Lutter contre les inégalités, Garantir aux habitants l’égalité "réelle" d’accès aux droits et aux services publics (éducation, santé, culture...) ou encore à l’emploi, Faire du développement économique, améliorer l’habitat, Garantir la tranquillité des habitants (politiques de sécurité et de prévention), Mieux intégrer les quartiers dans leur unité urbaine (accessibilité en transports en commun), Favoriser la mixité fonctionnelle, urbaine et sociale des quartiers, Revitaliser et diversifier l’offre commerciale des quartiers, Faire du développement durable et lutter contre la précarité énergétique, « Reconnaître » et « valoriser » l’histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers.

En 2024, favoriser l’émancipation par l’éducation, l’emploi, l’entrepreneuriat, la sécurité, la qualité architecturale et la transition écologique, la lutte contre les discriminations participe désormais à la volonté exprimée par le président de la République à travers la démarche « Quartiers 2030 ». Conformément à l’esprit de la loi Lamy, Lézignan-Corbières déclinera à nouveau, entre 2024 et 2030, une politique de la ville qui mobilisera et adaptera, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun. Ce n’est que lorsque la nature des difficultés le nécessitera qu’elle mettra en œuvre les instruments qui lui sont propres :

- Les crédits spécifiques du BOP 147 avec lesquels le contrat de ville de Lézignan-Corbières finance prioritairement des actions portées par le tissu associatif. 50% des actions feront d’ailleurs l’objet de Conventions Pluriannuelles d’Objectifs.
- Le dispositif d’adultes-relais.
- Les crédits dédiés à la cité éducative.

La politique de la ville sera déclinée en co-construction avec les partenaires institutionnels, les acteurs économiques et les habitants afin de répondre aux besoins des habitants les plus éloignés des dispositifs de droit commun. Le contrat de ville de Lézignan-Corbières utilisera donc le contrat de ville comme levier d’innovation, d’expérimentation et de participation citoyenne. Ses orientations du contrat de ville sont le fruit d’une démarche participative ayant impliqué plusieurs familles d’acteurs et de partenaires :

-Les partenaires institutionnels et financiers qui ont participé aux instances d’évaluation du contrat de ville 2014/2022, à des COTECH (co-construction, consolidation et validation des orientations stratégiques du contrat de ville) et au séminaire partenarial d’élaboration du plan d’actions (Emploi/développement économique, émancipation, lien social / solidarité).

-Le tissu associatif et les acteurs locaux qui ont également participé à l’évaluation du contrat de ville 2014/2022 puis à la préfiguration du présent contrat de ville (séminaire partenarial). Les habitants lors d’un temps de concertation réalisé par le biais d’un questionnaire en ligne.

Le contrat de ville 2024/2030 de Lézignan-Corbières porte une ambition transversale forte, celle de favoriser l’émancipation citoyenne des habitants du quartier prioritaire « Centre-

ville ». Ce projet de quartier s'articule autour des trois principales priorités que sont l'emploi et le développement économique, l'émancipation et le lien social et mixité.

À cela s'ajoutent les cinq priorités transversales suivantes : la participation citoyenne, la lutte contre les discriminations, l'égalité femmes / hommes, la mobilisation des entreprises, des chambres consulaires et du secteur privé ainsi que la santé des jeunes.

La ville de Lézignan-Corbières s'engage plus particulièrement à mettre en œuvre les moyens humains dont elle dispose afin de participer à la concrétisation de ce second contrat de ville : un(e) directeur(trice)-général(e) adjoint(e) en charge notamment de la supervision de la politique de la ville et de la cité éducative, un(e) chargé(e) de mission dédié(e) à l'animation de la cité éducative et de la politique de la ville, le service municipal de médiation sociale et scolaire. Il en va de même des moyens matériels afférents : informatique, salles de réunion, bureaux, véhicules de service.

La ville de Lézignan-Corbières entend également s'impliquer pleinement dans les domaines suivants : Éducation (soutien actif aux actions de la Cité éducative), Emploi et développement économique, Lutte contre l'insalubrité et pour l'amélioration du logement des habitants du quartier prioritaire (OPAH), Renforcement des moyens dédiés à la tranquillité publique (effectifs de policiers municipaux, nombre de caméras de vidéosurveillance, modernisation du CSU, création d'un commissariat de police municipale, collaboration renforcée avec les services du procureur de la République et avec la Gendarmerie Nationale), Renforcement de l'offre de santé en collaboration avec la CCRLCM, Promotion de l'engagement citoyen et des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le contenu du présent contrat de ville 2024-2030, tel qu'il figure en annexe et d'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment à signer le présent contrat de ville. Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci.

Des questions sur ce contrat de ville ? Bien, alors écoutez, je vous propose de voter : qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**M. FORCADA :** Dernier point, c'est la modification de la composition de la Commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République.

Donc, nous l'avons vu déjà le 23 janvier dernier. Nous avons mis en place la Commission, enfin en tout cas, le profil de la commission. Le président du tribunal administratif, avec qui nous avons échangé, nous a demandé de modifier le représentant, puisqu'on avait mis le « commissaire enquêteur », et il a souhaité qu'il soit magistrat, membre du membre administratif de Montpellier, ce qui est chose faite, il est désigné. Tous les autres ont désigné leur représentant.

La modification qu'il y a aussi, concerne les commerçants représentés par l'association Narbonnaise qui ne peut pas effectivement, compte tenu de ses fonctions donner une suite favorable. Donc ce sera plutôt un expert-comptable qui sera désigné par l'ordre des experts. C'est le seul qui manque aujourd'hui à la composition de cette Commission qui sera réunie j'espère, dès qu'elle sera constituée et que l'expert sera nommé. J'ose espérer que dans les 15 prochains jours, on puisse faire une réunion pour pouvoir définir les contours du fonctionnement et surtout, aussi, arrêter la périodicité, qui est demandée par les commerçants,

de l'indemnisation, pour qu'elle ne soit pas annuelle évidemment, ou à la fin des travaux parce que ça fait un petit peu loin.

Personnellement j'avais, je vous l'ai déjà dit, de faire au moins trois réunions, c'est-à-dire tous les 4 mois. Mais si la Commission se réunit rapidement, on va définir cette périodicité et on va essayer de la réunir rapidement, pour que depuis que les travaux ont commencé, on puisse déjà faire une première analyse des besoins. Et l'expert-comptable définira, le montant qui sera arrêté.

Voilà donc je vous propose de voter cette disposition. Qui est contre, qui s'abstient ?

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie et je lève la séance.

**Monsieur le Maire lève la séance à 20h17 mn.**

---

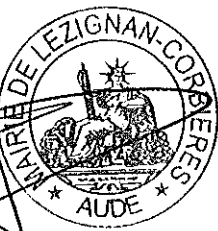
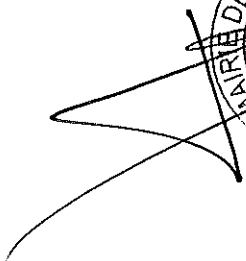
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

Procès-verbal établi et clos le 28 mai 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,  
Guy VIVÈS

